



## Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.24  
7 octobre 1985

FRANCAIS

---

### QUARANTIEME SESSION

### ASSEMBLEE GENERALE

### COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 7 octobre 1985, à 10 h 00

<u>Président</u> :	M. de PINIÉS	(Espagne)
Puis :	M. MARINESCU (Vice-Président)	(Roumanie)

### Débat général [9] (suite)

#### Déclarations de :

M. Mangwende (Zimbabwe)  
M. Dugersuren (Mongolie)  
M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)  
M. Vega Imbert (République dominicaine)

---

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. MANGWENDE (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je désire vous féliciter à l'occasion de votre élection à la présidence de cette quarantième session historique de l'Assemblée générale. Je suis certain que, grâce à votre vaste expérience diplomatique et à votre grande sagesse à présent légendaires, les travaux de cette importante quarantième session de l'Assemblée générale seront couronnés de succès. Je voudrais vous assurer de la coopération de ma délégation dans les efforts que vous déployez dans l'exécution de votre tâche difficile et l'exercice de vos lourdes responsabilités.

Nous désirons aussi exprimer notre gratitude au Président de la trente-neuvième session de l'Assemblée, notre frère l'ambassadeur Paul Lusaka, de la Zambie, pour la manière efficace et pratique avec laquelle il a dirigé les travaux de la précédente session.

Enfin, je désire remercier le Secrétaire général pour les efforts inlassables qu'il déploie dans la recherche de la paix ainsi que pour la façon pratique et remarquable dont il sut, durant l'année écoulée, traduire ce que les Nations Unies représentent pour des millions d'affamés et de sans-abri du monde. La manifestation concrète et le succès des efforts entrepris collectivement pour résoudre les problèmes humanitaires internationaux dont nous avons été témoins cette année augurent bien de l'avenir et justifient amplement le maintien de cette organisation.

Qu'on me permette à ce stade d'exprimer la profonde douleur ressentie par le peuple et le Gouvernement du Zimbabwe à la suite de la tragédie qui a frappé notre peuple frère du Mexique le mois dernier. Nous présentons nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement du Mexique et tenons à leur exprimer nos sentiments de solidarité en ces heures d'épreuves.

Le rapport annuel du Secrétaire général (document A/40/1), comme les précédents, présente des idées et des faits à la fois troublants et encourageants; il met en lumière et analyse les imperfections et les points forts de notre organisation tant du point de vue collectif que de celui de ses différents organes; il met en garde contre les déviations des buts et principes originels de notre organisation, en particulier contre la tendance à l'unilatéralisme, à

M. Mangwende (Zimbabwe)

l'isolationnisme et au protectionnisme à l'exclusion et aux dépens du collectivisme, de l'internationalisme et du multilatéralisme; et il préconise les mesures susceptibles de réparer les torts causés à la confiance et à l'espoir placés dans la capacité et le potentiel de l'Organisation et de rétablir ces derniers. Nous espérons ardemment que ce rapport ainsi que la déclaration qui sera adoptée au cours de la célébration de ce quarantième anniversaire seront examinés sérieusement, et qu'un mécanisme sera lancé en vue d'explorer les modalités qui permettent de mettre en oeuvre certaines des suggestions susceptibles de renforcer notre organisation.

A la fin de la seconde guerre mondiale, il y a 40 ans, le monde s'est trouvé face à des villes en ruines, à des économies en plein désarroi, à des millions de réfugiés et de personnes déplacées, à des millions d'orphelins et d'handicapés - hommes et femmes - et à des millions de personnes assujetties à la domination coloniale et à l'oppression. Les Nations Unies sont nées de ces cendres du désespoir, tel un symbole de foi et d'espérance dans un avenir où toutes les nations, grandes et petites, pourraient librement assumer une responsabilité collective au regard de la paix; un avenir dans lequel les nations libres s'efforceraient de "développer ... des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", un avenir où serait réalisée "la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire...". C'est à bon droit, je pense que je rappelle ces buts de l'Organisation.

J'estime qu'il est bon également de rappeler les principes suivants de cette organisation : le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres; le principe selon lequel les Etats doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte; le principe selon lequel ils doivent régler leurs différends internationaux de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger; et le principe selon lequel ils doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

Ces principes étaient considérés comme les buts et principes sine qua non à la création et au maintien de la paix ainsi qu'à l'existence de relations internationales légales et civilisées. Quarante années après la guerre, après

M. Mangwende (Zimbabwe)

avoir traversé une période de paix relativement longue et sans précédent durant laquelle et grâce à laquelle il a connu une reprise économique et une expansion significatives et a été témoin de nombreuses réalisations politiques et scientifiques et d'une augmentation de la prise de conscience et de la jouissance des droits de l'homme, le monde se trouve confronté à un autre danger, à savoir le danger qui résulte du scepticisme des hommes quant à l'aptitude des Nations Unies à réaliser les espérances figurant dans les buts et principes de la Charte. Pour appuyer leur thèse, les sceptiques évoquent les conflits existant en Corée, au Viet Nam et, récemment, en Amérique centrale, le Moyen-Orient, la guerre entre l'Iran et l'Iraq, la situation en Afghanistan, au Kampuchea et en Namibie de même que l'odieux système d'apartheid, et ainsi de suite.

M. Mangwende (Zimbabwe)

La liste des échecs comprend la poursuite de la course aux armements et l'élargissement de la capacité de mettre au point des armes nucléaires à l'extérieur du soi-disant club nucléaire, le retrait et les menaces de retrait de certaines organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), et l'Organisation internationale du Travail (OIT), le refus par certains Etats d'adhérer à la majorité des conventions sur les droits de l'homme ou de les ratifier, les violations innombrables de la Charte des Nations Unies et de leurs décisions, l'utilisation répétée du droit de veto pour frustrer délibérément la majorité au Conseil de sécurité lui-même ou les recommandations de l'écrasante majorité à l'Assemblée générale - un travesti du processus démocratique que nous chérissons tous - et le mépris avec lequel certains Etats refusent ouvertement de répondre aux accusations portées contre eux par la Cour internationale de Justice.

Malgré les échecs et les insuffisances évidentes des Nations Unies qui sont dus au manque de volonté politique de certains Etats d'appuyer davantage l'Organisation, le système des Nations Unies a plus que prouvé sa validité, son caractère pratique, ses possibilités et sa raison d'être.

Lorsque les Nations Unies échouent, ce sont en réalité les Etats Membres qui échouent de façon collective et lorsqu'elles ont du succès, ce succès est le succès collectif des Etats Membres. Les Nations Unies sont un véhicule à la disposition des Etats Membres. Leurs chances de succès pour nous mettre sur la bonne voie dépendent de nos efforts collectifs pour appuyer avec vigueur sur les bons boutons de la machine.

Les Nations Unies sont devenues un centre fiable permettant d'harmoniser les actions des nations pour la réalisation d'objectifs communs. Nous devrions tous nous unir et réaffirmer notre volonté d'améliorer l'Organisation au profit d'un monde meilleur et éviter la retraite dangereuse dans des cocons chauvins d'isolement qui aboutiraient au chaos. Nous estimons que le système multilatéral est capable de résoudre les problèmes internationaux; mais pour que cela soit possible, nous devons nous acquitter de nos obligations en vertu de la Charte et agir en conformité avec ses principes.

L'un des principaux objectifs des Nations Unies, dont le thème se retrouve tout au long de la trame de la Charte est de "préserver les générations futures du fléau de la guerre" et à cette fin, les Etats Membres sont appelés à s'unir afin de prendre des mesures collectives en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix.

M. Mangwende (Zimbabwe)

Quarante ans après la création de cette organisation, les Etats Membres n'ont toujours pas réussi à mettre un terme à la menace la plus grave à la paix : la bombe qui se trouve au-dessus de nos têtes. Alors qu'il y a 40 ans, un pays possédait la bombe, aujourd'hui ils sont cinq, probablement neuf à être dotés des ressources et des connaissances techniques nécessaires pour mettre au point des armes nucléaires, et le nombre augmente. La capacité de destruction totale dont disposent les deux superpuissances à elles seules, les Etats-Unis et l'Union soviétique, suffirait à tuer et à effacer tout organisme vivant, non pas une fois, mais plusieurs fois. Néanmoins, l'accumulation, le perfectionnement et le déploiement de ces armes de destruction massive se poursuivent et certains prévoient même de les étendre à l'espace. Quelle place fait-on alors aux objectifs pacifiques? Les chances d'un holocauste nucléaire augmentent avec la prolifération inévitable des armes nucléaires. Cette prolifération est inévitable parce que ceux qui possèdent ces armes n'ont pas respecté les termes du Traité sur la non-prolifération. Comme l'a dit le Secrétaire général dans son message à la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires :

"le Traité n'est pas une voie à sens unique. En le signant, les Etats parties dotés d'armes nucléaires ont accepté de poursuivre de bonne foi les négociations sur les mesures efficaces relatives à la cessation rapide de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. A cet égard l'application du Traité s'est faite en partie de façon unilatérale, ce qui préoccupe et contrarie profondément, à juste titre, les parties non dotées d'armes nucléaires. Il faut que l'on reconnaisse que l'on ne peut raisonnablement exiger l'amélioration d'un côté alors qu'il y a une expansion sans limites de l'autre côté".

Ce clair avertissement doit être pris en compte. La paix sert l'intérêt de tous et nous en avons tous besoin. Comme la première étape, consacrons-nous à la réduction des budgets militaires qui, à l'heure actuelle, s'élèvent à 900 000 milliards de dollars des Etats-Unis, et utilisons ces ressources pour nourrir ceux qui ont faim, donner un abri à ceux qui en sont démunis, guérir les malades, éduquer les ignorants et les analphabètes. Les Etats dotés d'armes nucléaires doivent se montrer à la hauteur de la lettre et de l'esprit du Traité de 1963 sur la non-prolifération et entamer des pourparlers sur la réduction des armements en vue de parvenir à la signature d'un traité de désarmement nucléaire total.

M. Mangwende (Zimbabwe)

Les mêmes Etats dotés d'armes nucléaires doivent prouver leur engagement en poursuivant sincèrement les négociations qui sont en cours sur le contrôle des armes nucléaires. Nous demandons à tous les Etats Membres de mettre un terme aux essais d'armes nucléaires. Nous félicitons les Etats qui ont entendu la voix de leur peuple et résisté aux pressions exercées pour qu'ils acceptent le déploiement de missiles nucléaires sur leur territoire ou la présence de vaisseaux transportant des armes nucléaires dans leurs ports. Ces mesures de principe permettront grandement d'éliminer les menaces à la paix. Nous demandons à l'Union soviétique et aux Etats-Unis d'entamer sérieusement des négociations pour mettre un terme à la course aux armements insensée. Nous espérons qu'à la prochaine réunion au sommet, le président Reagan et le premier secrétaire Gorbatchev éviteront de marquer des points et de prendre position et qu'ils se souviendront de la lourde responsabilité que leur a confiée l'humanité tout entière. En effet, jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, l'espérance et l'avenir de tant de monde n'ont dépendu de la sagesse et du bon sens de quelques hommes seulement, comme c'est le cas en cette ère nucléaire.

Le monde doit relever l'un des grands défis de notre époque : la réalisation de la coopération internationale pour gérer et soutenir la reprise économique depuis la récession du début des années 80, récession qui, on s'en souviendra, a été l'une des pires que le monde ait jamais connues en cette période d'après-guerre. Beaucoup de pays sont passés par une grave période de crise. En Afrique, les effets de la crise combinés à des conditions climatiques défavorables et à des facteurs engendrés par l'homme ont provoqué des conditions catastrophiques aux conséquences horribles.

Au cours de ce débat, on a dit que la récession était chose du passé et que l'économie mondiale était enfin sur la voie de la reprise. Nous savons tous que ce n'est pas le cas. Nous savons tous que nous souffrons encore. Nous savons tous que des pays se trouvent encore dans cette terrible situation.

M. Mangwende (Zimbabwe)

Les effets combinés de ces politiques et de ces problèmes ont provoqué une situation telle que beaucoup de pays sont bien près de voir leur économie s'effondrer.

Bien que cette affirmation soit étayée par des preuves, il est inquiétant de constater qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de politiques qui permettent de lutter contre les tendances négatives. Au lieu d'agir activement, il semble que nous ayons confié notre sort à certaines forces magiques qui seraient censées assurer notre reprise économique, par quelque phénomène d'osmose aléatoire.

Il est impératif de ne pas rêver, mais de mettre au point une série de politiques cohérentes afin de s'opposer à ces tendances. En toute priorité, il nous faut chercher des voies et des moyens d'injecter de nouvelles liquidités dans l'économie mondiale par l'accroissement des fonds que peut allouer la Banque mondiale, la facilitation des conditions de prêts du Fonds monétaire international (FMI), des annulations de dettes, l'établissement de nouveaux programmes de remboursement de la dette sur plusieurs années et l'octroi de droits de tirage spéciaux (DTS). Une condition nécessaire à l'amélioration de la capacité de production est le rétablissement d'un système de commerce international, dynamique, ouvert et non discriminatoire. Si l'on veut que le commerce reprenne son rôle de moteur de croissance, il est important de mettre fin à l'état de décadence qu'implique l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). A cet égard, nous demandons à tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de respecter les engagements de fixer de nouvelles échéances au remboursement qui ont été négociés à la quatrième CNUCED et lors de la réunion ministérielle du GATT, en 1982.

Si l'on veut que le commerce soit profitable à tous, les pays en développement devraient se voir garantir des prix justes et équitables pour leurs exportations. En effet, aucune reprise économique durable ne peut avoir lieu à moins que des mesures urgentes ne soient prises afin de garantir des revenus suffisants aux producteurs de produits primaires. Le Programme intégré des produits de base a déjà prouvé qu'il était à même de protéger les revenus des exportateurs de produits primaires et il serait bon pour tous si un plus grand nombre d'accords étaient conclus dans ce domaine. L'activation du Fonds commun pour les produits de base et le renforcement à la fois du plan Stabex et des facilités de compensation du FMI pour les gains à l'exportation devraient contribuer de façon significative à l'amélioration des revenus des pays en développement.



M. Mangwende (Zimbabwe)

Une reprise durable de l'économie ne pourrait être stabilisée que par des politiques qui engendreraient un transfert renforcé de ressources financières vers les pays en développement. Ce n'est pas là une conclusion de rhétorique, elle découle de ce que, à l'heure actuelle, les pays en développement procèdent à un ajustement coûteux qui exige des apports de capitaux massifs. Cela étant, la tendance actuelle d'inversion des flots de capitaux vers les pays développés n'est pas acceptable et devrait être arrêtée. Les pays en développement ont à verser annuellement 72 milliards de dollars en intérêts et au cours des cinq prochaines années, les deux tiers environ de la dette du tiers monde devraient être remboursés ou ses échéances repoussées. Pour ce qui est de l'Afrique, il est prévu que les sorties de capitaux dépasseront les apports de l'aide publique au développement.

Il est irréaliste de s'attendre à ce que les pays en développement, à moyen et à long terme, engendrent des surplus commerciaux suffisants pour financer leurs obligations de la dette telles que prévues à l'heure actuelle. Il est également scandaleux de s'attendre à ce que l'Afrique, continent qui lutte pour sa survie, ait à supporter une charge de la dette de 59 p. 100 de ses revenus à l'exportation. Pour l'essentiel, notre argument essentiel est que la récession du début des années 80 a arrêté le processus de formation de capital dans les pays en développement et qu'une injection de nouveaux capitaux est une condition pour réactiver le processus de développement. Quoi qu'il en soit, les taux d'intérêt élevés et la rareté des nouveaux prêts obligent ces pays à faire des remboursements aux dépens de leurs importations essentielles. Il est peu réaliste de s'attendre à ce que les surplus commerciaux puissent désamorcer la bombe de la dette, tout particulièrement dans un contexte commercial caractérisé par la montée du protectionnisme, le déclin des prix des produits de base et l'instabilité monétaire.

Un examen des relations qui existent entre les problèmes de l'endettement et les problèmes commerciaux, monétaires et financiers, nous convainc que les approches étroites à la crise de la dette sont inadéquates. La responsabilité de la solution de cette crise doit être partagée équitablement entre les pays débiteurs et créanciers. Une telle approche implique une condition pour résoudre la crise de la dette, cette condition étant que le pays débiteur doit rester solvable et viable afin d'être à même de faire face à ses obligations contractuelles. La satisfaction de ces conditions serait à même de sauvegarder le système de crédit international tel que nous le connaissons aujourd'hui. Si nous sommes d'accord pour penser que le système de crédit actuel doit être préservé, ce

M. Mangwende (Zimbabwe)

qui implique la solvabilité des pays débiteurs, il nous faut une enceinte où les politiques de la dette compatibles avec ces objectifs communs puissent être négociées. Actuellement, une telle enceinte n'existe pas.

Le Mouvement des pays non alignés a demandé la convocation d'une conférence internationale sur la dette. Il est important que la présente session de l'Assemblée générale aide à progresser vers cet objectif. Nous avons déjà déclaré qu'il n'est pas sérieux d'attendre de l'Afrique, à moyen terme, qu'elle continue de supporter la présente hémorragie de capitaux provoquée par le service de la dette. La vingt et unième réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur les questions économiques a demandé la convocation d'une conférence internationale sur la dette africaine, cette proposition devant être considérée comme faisant partie des initiatives actuelles pour faire cesser la crise économique en Afrique.

La crise économique africaine est une crise de développement et à moins de chercher à résoudre les obstacles structurels, il est à craindre que cette crise ne devienne un phénomène permanent. Les dirigeants de l'OUA ont assumé la responsabilité de tirer l'Afrique de cette situation tragique. Mais pour y arriver, ils ont toujours besoin d'une aide accrue, ainsi que de la création de conditions économiques extérieures propices à la reprise de la croissance et des activités économiques. Etant donné la déclaration, preuve d'un consensus international tangible, adoptée par l'Assemblée générale sur la crise économique africaine, il est grand temps que cette bonne volonté se traduise en actes concrets. Le Sommet de l'OUA a déjà entamé des consultations à propos de la réunion d'une session spéciale de l'Assemblée générale consacrée à l'Afrique. Nous demandons instamment à la communauté internationale, dans un esprit de solidarité, d'accorder son appui à cette demande africaine légitime.

Aujourd'hui, l'esprit de multilatéralisme est à son point le plus faible, le dialogue n'existe plus, la confiance et l'appui aux institutions multilatérales ont été remplacés par l'affrontement et le bilatéralisme. Cette évolution constitue l'antithèse des rêves d'hier. Pire encore, au cours des 40 dernières années, nous avons forgé un monde véritablement interdépendant et les politiques actuelles de certains pays industrialisés semblent méconnaître notre réalité économique; peut-être appartiennent-ils au domaine de l'avenir - un avenir d'anarchie.

M. Mangwende (Zimbabwe)

Nous en appelons à la modération, au dialogue, à la négociation et au compromis. La commémoration du quarantième anniversaire des Nations Unies nous donne l'occasion de renouveler notre engagement de nous consacrer, de même que nos ressources collectives, à l'élimination de la pauvreté, de l'analphabétisme, de la faim, de la malnutrition et de la maladie partout dans le monde.

Nous n'avons d'autre alternative que le multilatéralisme, c'est un fait inéluctable qui nous est imposé par la réalité de l'interdépendance, une réalité que nous ne pouvons méconnaître qu'à nos propres risques. Un consensus sur le développement est également un consensus sur la reprise du dialogue sur les obstacles institutionnels que rencontre l'ouverture de négociations globales sur l'instauration d'un nouvel ordre économique. Les peuples du monde et leurs gouvernements sont en mesure de relever ce défi, et cette occasion solennelle devrait faire naître la volonté politique qui nous permettra de nous consacrer vraiment au développement.

Confrontés aux foyers de tension et de conflit dans le monde contemporain, s'unir dans la recherche d'un objectif commun demeure tout à fait essentiel. Les conflits régionaux peuvent, si on ne les prend pas sérieusement en main, nous engloutir tous dans une terrible catastrophe. Parmi les régions de tension et de conflit à l'heure actuelle, il en est peu qui lancent un défi aussi poignant aux Nations Unies que la situation tragique qui règne en Afrique australe. Dans cette région du monde, maints principes fondamentaux qui constituent la base de cette organisation et de la fraternité humaine sont gravement menacés par l'arrogance et l'avidité d'un petit groupe d'hommes apeurés et bornés. Les principes consacrés d'égalité des droits et d'autodétermination des peuples et le principe fondamental selon lequel les Etats devraient s'abstenir, dans leurs relations internationales, de la menace ou du recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, sont tous violés par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. L'agression, l'intervention, l'ingérence, la discrimination, la déstabilisation, le colonialisme, le racisme font partie de l'image de marque du régime de Pretoria, dont le maintien menace la paix et la sécurité internationales. L'apartheid est dans tous les sens du terme un crime contre l'humanité et une menace pour la paix et la sécurité internationales que l'on peut comparer en tous points au nazisme, son ancêtre philosophique et spirituel.

M. Mangwende (Zimbabwe)

L'incapacité, que dis-je, la mauvaise volonté des grandes puissances qui ont manifestement une telle influence sur l'Afrique du Sud qu'elles pourraient la contraindre par la force à changer sa politique inhumaine, est l'une des plus grandes trahisons envers le système des Nations Unies et le concept de la fraternité humaine. Tout récemment, nous avons vu jusqu'où peut aller la dépendance et la vulnérabilité de l'Afrique du Sud face aux pressions économiques exercées par des pays occidentaux; la preuve en est la récente agitation dont la lourde dépréciation des instruments financiers sud-africains sur les marchés internationaux fut la conséquence. L'Afrique du Sud s'est presque vue contrainte de capituler de ce seul fait. Par conséquent, je voudrais demander à l'Assemblée de réfléchir à une politique internationale concertée qui pourrait être mise en oeuvre en Afrique du Sud si une simple "nervosité" des marchés venait à provoquer une telle panique.

C'est l'indifférence et le cynisme, apparents ou réels, des grandes puissances qui encouragent le régime raciste. A maintes reprises nous avons vu les Nations Unies échouer du fait de l'abus du droit de veto par les Etats-Unis et le Royaume-Uni en vue de défendre l'Afrique du Sud. J'en appelle aux dirigeants de ces deux grandes nations pour qu'elles se montrent à la hauteur des nobles traditions de leur pays en acceptant d'assumer leur responsabilité dans la lutte pour la justice et la dignité humaine en Afrique du Sud et en Namibie et pour qu'elles cessent de se faire les protecteurs mal inspirés de ce régime malfaisant. Si je parle ainsi, ce n'est pas dû par la censure, car trop de jeunes gens éprouvent déjà ce sentiment en Afrique australe à l'heure actuelle; c'est bien plutôt avec tristesse et affliction que j'évoque la tragédie sud-africaine. Malgré la "sémantique de la réforme", la triste réalité n'en est pas moins que le régime reste inflexible : le racisme est à l'ordre du jour, la majorité se voit toujours refuser la participation au processus de gouvernement et le carnage et la tuerie se perpétuent avec la même ampleur. Nous avons été les témoins de cette farce qu'est la création d'un parlement tripartite, simple élaboration de la doctrine de la séparation et de la mise en place de commissions innombrables dont les conclusions sont connues avant même qu'elles n'aient été constituées.

Il n'y a eu que des mots, des mots, et encore des mots sans aucune action positive et concrète à la clef. Ce qu'il faut, c'est le démantèlement de l'apartheid. La seule action dont nous ayons été les témoins est la répression

M. Mangwende (Zimbabwe)

classique et brutale à l'intérieur et l'agression pure et simple à l'extérieur. Au cours des 12 derniers mois, un millier de personnes ou presque ont été tuées, et le carnage continue. Des milliers d'écoliers, de femmes et de travailleurs ont été incarcérés parce qu'ils ont osé réclamer justice et égalité, des manifestations pacifiques ont été réprimées avec des balles, des matraques et des fouets appelés siamboks, faits de lanières de peau d'hippopotame. Le tableau est bien connu et très déprimant.

Non content de provoquer tant de misère, de destructions et d'effusions de sang parmi la masse des citoyens, le régime raciste a continué à exporter la violence vers des Etats voisins. L'acte d'agression barbare et gratuit commis récemment contre le peuple innocent de l'Angola s'inscrit dans une suite d'actes honteux que Pretoria a perpétrés contre l'Angola. Il convient de rappeler que, au cours de cette année, l'une de ses unités de commando a été prise en flagrant délit alors qu'elle tentait de faire sauter les installations pétrolières de Cabinda en Angola dans l'espoir de paralyser l'économie de ce pays. Après cette désastreuse mission, les racistes ont essayé de recouvrer leur fierté bafouée en envoyant un escadron de la mort à Gaborone, la capitale du Botswana. Cette bande d'assassins a tué de sang-froid 12 réfugiés et des ressortissants du Botswana, y compris un enfant de 6 ans, tous tués dans leur sommeil.\* L'action du régime contre le petit Royaume du Lesotho, contre la Zambie, le Mozambique, et mon propre pays, le Zimbabwe, sont de notoriété publique. Dans le cas du Zimbabwe, les racistes ont une double stratégie. La première consiste à recruter, à entraîner, à équiper et à déployer des dissidents au régime et des insatisfaits, qui s'infiltrèrent au Zimbabwe pour répandre la destruction et la peur. Une station de radio spéciale a été installée dans le Transvaal du Nord et mise à la disposition de ces bandits, qui chaque jour diffusent des émissions de propagande hostiles à mon gouvernement. La seconde consiste à faire appel aux bandits du Mozambique, connus sous le nom de Mouvement de résistance nationale du Mozambique, pour couper tous les débouchés du Zimbabwe vers la mer à travers le Mozambique, que ce soit les routes, les voies ferrées ou les oléoducs. L'utilisation continue, par l'Afrique du Sud, de rebelles au Mozambique est une violation flagrante de l'engagement solennel qui avait été pris lors de la signature de l'Accord de Nkomati.

---

\* M. Marinescu (Roumanie), vice-président, assume la présidence.

M. Mangwende (Zimbabwe)

Outre le fait qu'ils cherchent à renverser le Gouvernement du Mozambique, ces bandits cherchent, à l'instigation de Pretoria, à faire du Zimbabwe un autre Etat sud-africain enclavé qui soit totalement dépendant de l'Afrique du Sud. Ils espèrent ainsi faire de nous des otages dans le cas où des sanctions obligatoires et globales seraient imposées à l'Afrique du Sud. C'est ici qu'intervient l'argument selon lequel le peuple noir d'Afrique du Sud et les Etats indépendants qui entourent l'Afrique du Sud et qui sont gouvernés par la majorité seraient les premiers à souffrir si des sanctions étaient imposées à l'Afrique du Sud.

Nous ne voulons pas que la communauté internationale se dérobe à ses responsabilités envers l'Afrique du Sud en invoquant le prétexte que nous serions vulnérables aux représailles exercées par l'Afrique du Sud si des sanctions obligatoires étaient imposées à ce pays. Nous reconnaissons que le prix doit être payé pour libérer nos frères et nos soeurs d'Afrique du Sud et de Namibie. Nous sommes prêts, quant à nous, à jouer pleinement notre rôle. Mais, par ailleurs, nous espérons que la communauté internationale s'acquittera de ses responsabilités vis-à-vis de la région et assumera les conséquences de toute décision qu'elle pourrait prendre ou de toute action qu'elle pourrait entreprendre, y compris les sanctions obligatoires, conformément à ses devoirs et à ses obligations à l'égard du peuple de l'Afrique du Sud.

Le retard indu dans l'octroi de l'indépendance au territoire de la Namibie occupée illégalement est l'un des échecs les plus spectaculaires de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création. La légalité de la question n'est pas mise en doute et un accord négocié et convenu sur le plan international en vue d'assurer l'indépendance à ce territoire existe depuis l'adoption de la résolution 435 de 1978. Et pourtant on a permis que des questions ne relevant pas de la rivalité Est-Ouest, des expédients et un certain cynisme compromettent le processus de l'indépendance de la Namibie. Ce sont les calculs impitoyables et l'égoïsme des grandes puissances qui provoquent la déception, le désespoir et la colère parmi les nations les plus faibles.

Avant l'apparition de la notion qu'on appelle maintenant la politique "d'engagement constructif active", pour la distinguer, je présume, de la politique maintenant discréditée d'"engagement constructif passive" et des notions de couplage et de parallélisme, le régime de Pretoria avait accepté de mettre en

M. Mangwende (Zimbabwe)

oeuvre la résolution 435 (1978). Mais depuis lors, la notion du couplage a ajouté un aspect idéologique au refus opiniâtre de Pretoria d'accorder l'indépendance à la Namibie. La notion du couplage a, par conséquent, conféré un caractère respectable aux intentions des racistes. Ce sont donc eux qui portent la lourde responsabilité d'avoir différé l'indépendance de la Namibie. Pour cette raison, le Gouvernement des Etats-Unis a une responsabilité toute particulière dans le retard dont fait l'objet l'octroi de l'indépendance de la Namibie.

La présence des troupes cubaines en Angola est une question qui relève de la compétence des Etats souverains de Cuba et de l'Angola. Cela n'a rien à voir avec l'indépendance des masses qui luttent en Namibie. Les Namibiens en lutte n'ont aucun contrôle sur cette question, tout comme ils n'ont aucun contrôle sur la question des forces étrangères à Guantanamo, Diego Garcia et des centaines de milliers de troupes étrangères, missiles et autres matériels militaires installés dans d'autres pays partout dans le monde. Les Namibiens ne sauraient faire l'objet de sanctions à cause de questions qui n'ont rien à voir avec leur demande de liberté. Il n'est pas juste d'utiliser leur indépendance comme un gage, et de les garder en otages en attendant qu'une rançon soit versée. Nous condamnons cette attitude cynique et sans scrupule de certains membres de notre organisation.

Le Moyen-Orient constitue toujours pour nous tous un grave sujet de préoccupation. La paix dans cette région est difficile à atteindre et continuera de l'être tant qu'Israël se permettra de défier les résolutions des Nations Unies qui lui demandent de se retirer des territoires arabes occupés, y compris des hauteurs du Golan. Nous condamnons très fermement la violation flagrante commise récemment par Israël de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Tunisie, ainsi que les meurtres de sang-froid de réfugiés palestiniens sans défense et les blessures infligées à tant d'autres. Nous rappelons à la communauté internationale que le comportement belliqueux et les tendances à l'hégémonie manifestées par Israël constituent une grave menace à la stabilité de la région ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Nous prions instamment Israël de mettre un terme à sa politique expansionniste et d'engager des négociations avec l'OLP, le seul représentant légitime des Palestiniens. Israël est au Moyen-Orient et si la paix doit régner dans cette partie du monde, tous les peuples de cette région, y compris les Israéliens, doivent respecter, de bonne foi, les principes de bon voisinage. Nous savons qu'Israël a maintenant acquis les techniques de

M. Mangwende (Zimbabwe)

fabrication d'armes nucléaires et qu'il pourrait déjà disposer de cette arme mortelle. Nous avons également été informés que certaines de ces armes auraient été déployées dans les hauteurs du Golan. Cette information donne une nouvelle dimension dangereuse à la région, étant donné que très bientôt, d'autres Etats de la région pourraient être dotés des mêmes connaissances techniques, ce qui menacerait gravement la paix mondiale. Cet organe ne peut pas attendre que cette crise éclate. Nous appuyons donc très fermement l'appel en faveur de la convocation d'urgence d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, à laquelle participeraient tous les intéressés au différend. Nous estimons que si une telle conférence ne prévoyait pas la pleine participation de l'OLP, cela reviendrait à essayer de représenter Hamlet de Shakespeare sans le Prince du Danemark.

Mon gouvernement est gravement préoccupé par la guerre qui se poursuit entre les deux pays frères, l'Iran et l'Iraq. Nous les prions instamment de résoudre leur différend et de se consacrer au redressement de leur économie ravagée par la guerre.

Nous sommes atterrés de constater que certains Etats Membres de cette organisation s'immiscent de façon répétée dans les affaires intérieures d'autres Etats. Pour ce qui est du Nicaragua, nous avons assisté à la menace ouverte ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de ce pays. Ce pays est assiégé militairement et économiquement parce qu'il a décidé d'être libre et de choisir un système politique socio-économique qui convient le mieux à sa propre situation. Le Gouvernement américain finance, forme, équipe et déploie les contras au Nicaragua où ils commettent des meurtres, des viols, des sabotages économiques et transforment ainsi la vie de la population de ce pays en un véritable cauchemar. Nous condamnons sans réserve de tels actes de barbarie perpétrés contre un petit pays, qui ne saurait, en aucune manière, constituer une menace à la sécurité et aux intérêts des puissants Etats-Unis. Nous demandons aux Etats-Unis de respecter la règle de droit international dans ses relations avec le Nicaragua et de permettre à ce pays de suivre sa propre voie.

Nous invitons toutes les parties intéressées, y compris les Etats-Unis, à participer pleinement aux efforts réalisés par le Groupe de Contadora. Nous sommes convaincus que si ce Groupe de Contadora parvenait à mettre au point un accord global, cet accord répondrait aux intérêts des Etats d'Amérique centrale. Nous rendons hommage aux efforts réalisés par le Groupe de Contadora et nous l'invitons instamment à persévérer dans la réalisation de son noble objectif.



M. Mangwende (Zimbabwe)

Nous réaffirmons notre opposition à l'invasion d'un pays par un autre pays, à l'ingérence ou à l'intervention dans les affaires intérieures d'un pays par un autre pays, qu'il s'agisse de la Grenade, d'El Salvador, du Liban, de l'Afghanistan, du Kampuchea, de Mayotte, du Timor oriental, du Tchad ou du Sahara occidental. Nous demandons aux Etats interventionnistes de retirer leurs troupes et de permettre aux peuples de ces pays de mener leur politique à l'abri de toute ingérence. Nous exprimons nos félicitations au Secrétaire général pour les efforts qu'il déploie en vue de résoudre ces problèmes et nous le prions instamment de poursuivre ces efforts dans la recherche d'une solution juste et honorable.

M. Mangwende (Zimbabwe)

La situation à Chypre continue de menacer la paix dans ce pays et dans l'ensemble de la région méditerranéenne. Nous félicitons le Secrétaire général et son représentant des efforts qu'ils font pour rapprocher les deux communautés chypriotes et les amener ainsi à discuter de leur destin commun. Nous demandons à toutes les puissances étrangères de cesser toute ingérence dans les affaires intérieures de Chypre et de retirer leurs troupes de cet Etat insulaire.

Il n'y aura pas de paix ni de sécurité dans la péninsule de Corée tant qu'il s'y trouvera des troupes et des missiles étrangers, et que la Corée restera divisée. L'ingérence étrangère doit cesser si l'on veut aider et encourager la Corée du Sud et du Nord à entamer des discussions réelles tendant à la réunification pacifique de ce pays. Il est dans l'intérêt de tous de réduire la tension et la possibilité d'un conflit. Par conséquent, nous demandons l'ouverture de négociations auxquelles participeraient toutes les parties intéressées, y compris les Etats-Unis.

Avant de quitter cette tribune, je voudrais transmettre un message. Au moment où nous filons vers le monde inconnu des galaxies, nul ne doit oublier que nous sommes tous à bord de ce vaisseau spatial, la planète Terre. Mettons en commun nos ressources, nos vastes connaissances scientifiques et techniques ainsi que notre sagesse et notre volonté collectives pour faire de notre terre un foyer digne de l'homme, une étoile brillante parmi les étoiles de l'univers.

M. DUGERSUREN (Mongolie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais d'emblée exprimer les sincères félicitations de la délégation mongole à l'ambassadeur de Piniés, d'Espagne, à l'occasion de son élection unanime au poste élevé de président de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous espérons que sa vaste expérience des travaux des Nations Unies contribuera au succès de cette session importante.

Avant de poursuivre, je tiens à dire que le Gouvernement et le peuple mongols sont en sympathie avec le peuple et le Gouvernement mexicains dans l'épreuve tragique qui les a frappés à la suite des récents tremblements de terre.

(L'orateur poursuit en russe)

Les peuples du monde commémorent cette année le quarantième anniversaire de la victoire historique sur le fascisme hitlérien et le militarisme japonais. Ce fut la victoire des forces de la paix et de la raison, le résultat de la coopération des puissances - grandes et petites - de la coalition contre l'hitlérisme.

M. Dugersuren (Mongolie)

L'Union soviétique a contribué de façon décisive à cette victoire des nombreux peuples qui ont pu ainsi être libérés du joug des forces fascistes et militaristes. C'est avec fierté que notre peuple déclare du haut de cette tribune que la République populaire de Mongolie s'est jointe dès le début à la coalition contre le fascisme et qu'elle a participé directement à la défaite des forces militaristes du Japon.

La création des Nations Unies a été l'un des principaux résultats de cette grande victoire. La leçon essentielle tirée de la guerre est à l'origine, entre autres, de ce principe important : unir les forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales et préserver les générations futures du fléau de la guerre. Au nombre des principaux principes de l'Organisation, se trouvent ceux de la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination, de la coexistence pacifique des Etats dotés de systèmes sociaux différents, du non-recours à la force et de la sécurité collective fondée sur la confiance, la compréhension mutuelle et la coopération.

Les buts et principes de la Charte des Nations Unies ont été confirmés et expliqués dans les décisions des conférences de Yalta et de Postdam ainsi que dans les déclarations de Bandoung, de Belgrade et d'Helsinki.

L'expérience des 40 dernières années montre cependant que les activités des milieux impérialistes sont contraires aux efforts des Nations Unies et qu'elles portent atteinte aux intérêts de la paix et de la sécurité des peuples. La politique de la guerre froide et du chantage atomique, suivie depuis la seconde guerre mondiale, a menacé à maintes reprises de saper les fondements mêmes de la paix internationale.

A l'heure actuelle, ce sont les mêmes forces qui soumettent l'humanité au danger mortel d'une nouvelle guerre mondiale, d'une catastrophe nucléaire. Ces forces agissent en méconnaissant qu'en cette époque nucléaire il n'y a d'autre choix que la coexistence pacifique des Etats, fondée sur le principe d'une sécurité égale pour tous.

Les milieux militaristes et bellicistes, et surtout ceux des Etats-Unis, comptent sur l'usage de la force. Ils poursuivent une politique d'affrontement avec le monde socialiste, pratiquent un terrorisme d'Etat vis-à-vis des Etats progressistes et des forces de libération nationale et sociale. Ils appuient et encouragent les représailles, le militarisme et le racisme. Les Etats-Unis visent

M. Dugersuren (Mongolie)

à réaliser la suprématie stratégique et militaire afin de s'assurer une position dominante dans le monde. La politique tendant à garantir les prétendus intérêts vitaux des Etats-Unis cause la mort et les souffrances de millions de gens au Moyen-Orient, au Proche-Orient, en Amérique latine, en Afrique australe et dans d'autres régions du monde. Cette politique ruine la vie économique et sape la stabilité politique dans plusieurs pays. Les intérêts vitaux des Etats-Unis entraînent également des pertes, sur le plan commercial, financier ou autres, même pour leur alliés.

La course aux armements se poursuit inlassablement. De nouveaux types de missiles nucléaires, d'armes chimiques et autres sont mis au point. Il est procédé au déploiement de systèmes américains de missiles nucléaires de première frappe. A l'heure actuelle, il est même procédé à une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Un programme de guerre des étoiles de plusieurs milliards de dollars est mis en oeuvre et des essais d'armes antisatellites sont effectués.

Tout cela augmente la menace de guerre et est dû aux activités de forces qui font fi des réalités du monde actuel. Pourtant nous sommes loin d'être pessimistes. Le Secrétaire général du Comité central du Parti révolutionnaire populaire de Mongolie et Président du Présidium du grand Khoural populaire de la République populaire mongole, le camarade Jambyn Batmunkh, a souligné que

"La politique étrangère du socialisme repose sur le respect du droit des Etats et des peuples à vivre dans la paix. L'optimisme et la foi dans la raison humaine sont inhérents à cette politique."

M. Dugersuren (Mongolie)

Il y a des forces capables de freiner les activités aventuristes des adversaires du progrès social et de la paix des peuples. A cet égard, la communauté socialiste, qui a été constituée et qui est devenue sans cesse plus forte au cours des 40 dernières années, a un rôle primordial à jouer. La contribution des jeunes Etats indépendants, représentés par le Mouvement des non-alignés, à la lutte pour la paix, le désarmement et contre la guerre, devient de plus en plus tangible, comme en témoignent les résultats de la Conférence ministérielle des pays non alignés qui s'est tenue à Luanda en septembre cette année. Les Etats neutres et les autres Etats épris de paix jouent également un rôle positif. Les mouvements de masse antinucléaires et contre la guerre sont devenus un facteur important dans la lutte pour la paix.

Les pays de la communauté socialiste prennent des mesures concrètes pour éviter la menace de guerre. Leurs efforts visent à maintenir la parité stratégique et militaire à un niveau d'armements toujours plus bas, prendre des mesures concrètes de désarmement et renforcer les fondements matériels, politiques et juridiques de la détente et de la coopération pacifique.

L'Union soviétique a pris des mesures concrètes et pratiques : lors des négociations de Genève, elle a avancé de nouvelles propositions en vue d'une réduction radicale des armements stratégiques des Etats-Unis et de l'URSS et, pour sa part, elle a arrêté le déploiement de missiles à moyenne portée en Europe et proclamé un moratoire sur toutes les explosions nucléaires jusqu'au 1er janvier 1986, qui sera prorogé si les Etats-Unis en font autant. Elle a également proclamé un moratoire sur la présence d'armes nucléaires antisatellites dans l'espace extra-atmosphérique tant que les Etats-Unis et d'autres pays s'abstiendront également d'en placer. A la présente session de l'Assemblée générale, le Gouvernement soviétique a avancé le concept de "paix des étoiles". Les buts et principes de l'utilisation des découvertes de la science et de la technique spatiale au profit de l'humanité ont été énoncés dans le mémoire sur la question intitulée "Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans des conditions de non-militarisation", soumise à l'examen de la présente session.

Tout cela crée des conditions matérielles solides permettant d'assurer le succès des négociations de Genève sur les armes spatiales et nucléaires et de la prochaine réunion entre le Secrétaire général du Comité central du parti communiste soviétique, M. Mikhaïl Sergeïvitch Gorbatchev, et le Président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, en novembre prochain.

M. Dugersuren (Mongolie)

La République populaire mongole, comme d'autres pays, attache une grande importance à cette réunion au sommet et espère qu'elle aboutira à des mesures concrètes pour freiner la course aux armements et réduire les tensions internationales. Nous estimons que les Etats-Unis d'Amérique devraient adopter une attitude positive et responsable à l'égard des mesures constructives avancées par l'Union soviétique.

Pour réduire le risque d'une catastrophe nucléaire, le Gouvernement de la République populaire mongole estime qu'il est absolument indispensable que toutes les puissances nucléaires s'engagent à ne pas utiliser en premier les armes nucléaires, suivant à cet égard l'exemple de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine. Les Nations Unies pourraient jouer un rôle important à cet égard. Le Conseil de sécurité pourrait notamment se préoccuper de l'élaboration d'un document acceptable par toutes les puissances nucléaires incluant cette obligation. Il agirait ainsi en conformité avec la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale des Nations Unies par laquelle l'Assemblée a solennellement proclamé, au nom des Etats Membres de l'Organisation, leur renonciation à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales ainsi que l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires, et a recommandé au Conseil de sécurité de prendre au plus vite des mesures appropriées en vue de donner plein effet à ces dispositions.

Le document dont je parle, outre l'obligation solennelle des puissances nucléaires de ne pas recourir les premiers à l'usage des armes nucléaires, pourrait refléter certaines dispositions clefs de l'accord soviéto-américain sur la prévention de la guerre nucléaire en date du 22 juin 1973, notamment l'obligation des puissances nucléaires de s'abstenir de toute action qui pourrait augmenter le risque d'un conflit nucléaire, et leur obligation de prendre les mesures nécessaires en vue d'amoindrir le risque d'une guerre nucléaire et de réduire et d'éliminer complètement les armes nucléaires.

Le renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires revêt plus d'importance que jamais. Tout d'abord, il est absolument indispensable de donner une nouvelle impulsion aux travaux de la Conférence du désarmement pour l'élaboration d'un instrument international sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires en vue d'empêcher ce que l'on appelle la prolifération verticale de cette arme.

M. Dugersuren (Mongolie)

A cet égard, ma délégation se prononce une fois de plus en faveur de la Déclaration de New Delhi des chefs d'Etat ou de gouvernement des six pays, qui souligne expressément la nécessité de mettre fin aux essais d'armes nucléaires, de limiter, voire d'éliminer les armes nucléaires. Les résultats de la troisième Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires nous semblent positifs et nous appuyons la déclaration finale. L'adhésion de la France, de la Chine et d'autres Etats à ce traité, notamment les Etats en passe de se doter d'armes nucléaires, pourrait grandement renforcer le régime de non-prolifération.

La création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde constitue un excellent moyen d'empêcher l'extension géographique des armes nucléaires et de réduire le danger d'un conflit nucléaire. A cet égard, ma délégation se prononce une fois de plus en faveur des propositions tendant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans les Balkans, dans le nord et le centre de l'Europe. Elle se félicite de la décision prise par les Etats membres du Forum du Pacifique sud de proclamer cette région zone dénucléarisée.

L'accumulation par les Etats-Unis d'un arsenal d'un autre type d'armes de destruction massive - les armes chimiques - inquiète vivement l'opinion publique mondiale. La production de ce type d'armes le plus dangereux qui soit, l'arme binaire, est en cours. Des plans sont faits pour déployer des armes chimiques en Europe et ailleurs. A ce propos, la Mongolie appuie pleinement la proposition faite par les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la République socialiste tchécoslovaque au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne en vue de créer en Europe centrale une zone exempte d'armes chimiques. Ma délégation estime qu'il est tout à fait opportun d'émettre l'idée d'un accord international sur la non-prolifération des armes chimiques, idée avancée l'autre jour par le camarade M. S. Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

En ce qui concerne l'augmentation de l'arsenal d'armes chimiques, l'Assemblée générale pourrait demander aux Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques.

M. Dugersuren (Mongolie)

Le monde est témoin, parallèlement à l'accumulation de stocks d'armes de destruction massive, à un accroissement intensif des arsenaux militaires d'armes dites classiques, dans le cadre du programme à long terme de l'OTAN. Ces armes sont à ce point perfectionnées que la distinction entre leur pouvoir de destruction et celui des armes de destruction massive est de moins en moins nette. L'Assemblée générale devrait souligner, au cours de sa session actuelle, la nécessité, pour les Etats, de se conformer aux dispositions de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

L'Assemblée générale devrait également se prononcer en faveur de l'élaboration d'un accord international sur l'interdiction de la production et de l'emploi de nouvelles catégories d'armes classiques ayant des effets destructeurs exceptionnels.

La paix, le désarmement et le développement sont étroitement liés. Le commerce et la coopération économique équitables sont les bases matérielles de la paix et de la stabilité internationales. C'est précisément cette coopération que les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ont préconisée lors du Sommet économique qu'ils ont tenu en 1984.

La politique de diktat, de blocus, de discrimination et de protectionnisme dans les relations économiques internationales non seulement engendre un phénomène de crise dans l'économie mondiale mais exacerbe la tension internationale. La détérioration de la situation économique et l'accroissement excessif de la dette extérieure des pays en développement sont dus essentiellement aux pratiques économiques et financières du colonialisme et aux conséquences ruineuses de la crise monétaire et financière du système économique capitaliste.

Nous nous félicitons de l'initiative prise par la République de Cuba, qui contribue à concentrer l'attention de la communauté mondiale sur ces problèmes, causes d'immenses difficultés pour les pays en développement. La Mongolie a accueilli très favorablement les décisions adoptées lors de la vingt et unième Assemblée des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que lors de la Conférence panafricaine sur la sécurité, le désarmement et le développement, qui a eu lieu en août dernier.

La mise en oeuvre de la proposition avancée par la République populaire de Pologne sur la création d'un centre de la dette internationale et de la recherche sur le développement, sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies,



M. Dugersuren (Mongolie)

devrait imprimer un nouvel élan aux activités entreprises par les Nations Unies sur ce problème d'importance vitale.

Pour ce qui est des problèmes régionaux, c'est l'Asie que ma délégation désire évoquer en premier lieu. La situation existant dans de nombreuses parties de ce continent devient de plus en plus tendue. Les Etats-Unis d'Amérique redoublent d'efforts dans l'exécution de leurs plans militaires et stratégiques dans cette immense région. Ils encouragent la renaissance du militarisme au Japon par tous les moyens et entraînent ce pays dans leurs plans aventuristes et hostiles aux forces de la paix et du socialisme du continent et du monde entier.

Des mesures sont prises pour créer un groupement militaire et politique en Extrême-Orient et dans le Pacifique, avec la participation du Japon, de la Corée du Sud et d'un certain nombre d'autres Etats de la région. Le déploiement d'armes missiles nucléaires de première frappe dans différentes parties du continent et dans les mers et les océans qui l'entourent se poursuit activement.

Les forces de l'impérialisme et de l'hégémonisme continuent à ourdir des plans hostiles à l'encontre des pays de l'Indochine, auxquels la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea font échec. En même temps, ces pays poursuivent une politique réaliste et souple sur l'arène internationale. La République populaire mongole n'a cessé d'appuyer les efforts inlassables qu'ils déploient en vue d'instaurer des relations normales avec les autres Etats de l'Asie du Sud-Est et de transformer la région en une zone de paix, de stabilité, de bon voisinage et de coopération. Elle se félicite de toutes les mesures qui vont dans le sens d'un dialogue entre les pays de l'Indochine et les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Compte tenu de la situation qui règne en Asie, les propositions de la République démocratique populaire de Corée sur le retrait des troupes et des armements américains de la Corée du Sud, l'adoption d'une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud et la transformation de la péninsule en une zone exempte d'armes nucléaires, sont de plus en plus pertinentes.

Le Gouvernement de la République populaire mongole continue d'appuyer fermement les initiatives et les efforts déployés par la République populaire démocratique de Corée en vue de la réunification du pays sur une base démocratique et pacifique.

M. Dugersuren (Mongolie)

La situation autour de l'Afghanistan doit être normalisée sans délai, sur la base des propositions constructives avancées par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan. La cessation immédiate de la guerre non déclarée que mènent contre la République démocratique d'Afghanistan les forces de l'impérialisme et de l'hégémonisme par le truchement de leurs complices, constitue la base de la normalisation de la situation.

La "coopération stratégique" entre les Etats-Unis et Israël nuit sérieusement à la recherche d'un règlement du problème du Moyen-Orient, qui soit conforme aux véritables intérêts des peuples arabes. L'attaque aérienne criminelle récemment perpétrée contre le territoire tunisien a prouvé une fois de plus que les actes insensés des milieux dirigeants d'Israël risquent d'étendre le conflit à d'autres régions. Les Nations Unies devraient prendre des mesures énergiques en vue de convoquer une conférence internationale, à laquelle participeraient toutes les parties concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, afin de trouver une solution juste et durable au problème du Moyen-Orient, qui garantirait pleinement au peuple palestinien son droit à l'indépendance et favoriserait l'élimination de toutes les conséquences de l'agression israélienne. La République populaire mongole redit son appui à la préservation et au renforcement de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Liban.

Nous invitons les Gouvernements de l'Iran et de l'Iraq à répondre de manière positive aux efforts internationaux dont le but est de mettre un terme aux hostilités entre leurs deux pays et à s'engager sur la voie d'un règlement pacifique des questions faisant l'objet du différend. Cette solution est nécessaire au bien-être des peuples de ces deux pays de même qu'à la cause de la paix et de la tranquillité du continent.

Le renforcement de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et du statut de pays non aligné de la République de Chypre est conforme non seulement aux intérêts de la population de ce pays mais aussi à ceux de la paix et de la sécurité des pays de trois continents, à savoir l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Nous appuyons les efforts que déploie le Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour parvenir à un règlement juste et pacifique de la question de Chypre, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

M. Dugersuren (Mongolie)

Il y a une tâche que l'on ne peut remettre : la mise en oeuvre pratique de la Déclaration de 1971 des Nations Unies faisant de l'océan Indien une zone de paix et la convocation, à la date la plus rapprochée possible, d'une conférence internationale sur cette question.

La République populaire mongole estime que les relations de bon voisinage entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine constituent le facteur le plus important dans le renforcement de la paix en Asie et au-delà. Aussi mon gouvernement suit-il avec un vif intérêt les consultations sur la normalisation des relations soviéto-chinoises.

Les Etats socialistes et les Etats non alignés d'Asie déploient des efforts pour renforcer la paix et la coopération sur le continent, et à cette fin, ils avancent des initiatives et des propositions concrètes. Par exemple, la mise en oeuvre de la proposition soviétique sur l'adoption de mesures propres à accroître la confiance en Extrême-Orient et l'application de mesures progressives en vue de la recherche commune d'une solution constructive aux problèmes de la sécurité en Asie pourraient contribuer à l'instauration d'une paix durable sur le continent.

La Déclaration sur la promotion de la paix et de la coopération mondiale, adoptée en 1955, à la Conférence des pays d'Asie et d'Afrique qui s'est tenue à Bandung, en Indonésie, revêt toujours un caractère d'actualité. L'esprit de cette déclaration a été réaffirmé à la réunion extrêmement représentative qui a eu lieu cette année à l'occasion du trentième anniversaire de ladite conférence. La République populaire mongole a appuyé sans réserves la déclaration adoptée à cette réunion solennelle.

Il convient de dire que notre proposition sur la conclusion d'une convention sur la non-agression mutuelle et le non-recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et du Pacifique est non seulement conforme aux principes de la Conférence de Bandung, mais vise aussi leur application pratique dans les conditions qui règnent dans la région.

La République populaire mongole part du principe que pour assurer la sécurité collective en Asie, des efforts communs et la volonté politique de tous les Etats de la région sont indispensables. L'examen dans le cadre d'un vaste forum représentatif des pays d'Asie des propositions avancées par les pays de la région, concernant la paix et la coopération sur le continent constituerait une étape vers la réalisation de cet objectif.

M. Dugersuren (Mongolie)

Comme dans les autres régions du monde, l'aggravation dangereuse de la tension en Amérique centrale préoccupe profondément l'opinion publique mondiale. Le Gouvernement des Etats-Unis intensifie sa politique d'ingérence dans les affaires des pays de la région, ainsi que sa politique de chantage et d'intimidation à l'égard du Nicaragua, afin de réprimer la révolution sandiniste.

Le peuple et le Gouvernement de la Mongolie condamnent fermement cette politique éhontée de terrorisme d'Etat exprimant leur plein appui à la lutte du peuple ami du Nicaragua dans la défense de son droit inaliénable à un développement libre, démocratique et indépendant. Ils appuient les efforts tentés par le Groupe de Contadora et certains autres Etats d'Amérique latine en vue de parvenir à un règlement pacifique en Amérique centrale.

Cette année, la communauté internationale marque le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption par l'Organisation des Nations Unies de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En s'efforçant d'assurer la mise en oeuvre de cette déclaration, les Nations Unies ont beaucoup contribué au processus de décolonisation et à l'élimination du système colonial de l'impérialisme.

Néanmoins, le colonialisme n'est pas totalement éliminé de la surface du globe. La Namibie en est un exemple éclatant. L'alliance des forces de l'impérialisme, du racisme et du sionisme fait obstacle à l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et a recours à diverses manoeuvres et intrigues.

La République populaire mongole s'oppose aux tentatives faites pour perpétuer le régime colonial en Namibie et se déclare totalement solidaire du peuple namibien et de la SWAPO, qui depuis un quart de siècle mène la lutte de son peuple pour la liberté et l'indépendance.

Le Gouvernement et le peuple de la République populaire mongole condamnent catégoriquement les nouveaux actes de répression sanglants commis par le régime de Pretoria contre la population autochtone du pays qui lutte contre le système inhumain de l'apartheid. Nous nous associons aux exigences formulées pour que cesse immédiatement tout acte de violence et de répression. L'apartheid doit être éliminé. Ma délégation exige que le régime de Pretoria mette un terme à ses actes d'agression contre l'Angola, le Mozambique et d'autres Etats de première ligne. Les Etats-Unis devraient prendre des mesures efficaces contre le régime d'apartheid, y compris l'adoption de sanctions globales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte.

M. Dugersuren (Mongolie)

La République populaire mongole, comme beaucoup d'autres pays du monde, célèbre avec ferveur le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies. Cette organisation mondiale est un instrument irremplaçable pour le maintien et le renforcement de la paix universelle et de la coopération internationale. La Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale dont le quinzième anniversaire est célébré cette année occupe une place particulière parmi les documents adoptés par les Nations Unies en vue de réaliser leurs principaux objectifs. L'Assemblée générale, sur l'initiative de la République populaire mongole, a adopté, lors de sa trente-neuvième session, la Déclaration sur le droit des peuples à la paix. Ce document demande à tous les gouvernements et à la communauté internationale d'unir leurs efforts pour sauvegarder le droit de l'homme à la vie, à la paix et à la création pacifique face au danger commun devant lequel se trouve l'humanité tout entière, c'est à dire la menace d'une guerre nucléaire.

La Charte des Nations Unies a passé avec succès l'épreuve du temps et répond pleinement aux exigences et aux besoins du monde contemporain. La République populaire mongole rejette toute tentative faite pour saper l'autorité et l'efficacité des Nations Unies et de leurs institutions. En cette année où nous célébrons le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, mon gouvernement réaffirme son perpétuel attachement aux buts et aux principes de la Charte.

Ma délégation, guidée par la politique de son gouvernement, coopérera, dans toute la mesure de ses moyens, au succès des travaux de l'Assemblée générale à la présente session.\*

---

\* Le Président assume la présidence.

M. MUBARAK AL-KHALIFA (Bahreïn) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, au nom de Son Altesse le cheik Isa bin Salman Al-Khalifa, émir de l'Etat de Bahreïn, j'ai le grand plaisir, tout d'abord, de vous féliciter à l'occasion de votre élection en tant que président de cette session historique de l'Assemblée générale, qui coïncide avec le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies. Je tiens également à rendre hommage à votre pays, ami du nôtre, l'Espagne, pour la contribution qu'il a apportée au renforcement du rôle des Nations Unies et pour les relations étroites qui existent entre nos deux pays. Je vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de votre tâche au cours de cette session.

Je ne veux pas manquer d'exprimer mon profond respect au président de la précédente session de l'Assemblée générale, M. Paul Lusaka, pour les succès qu'il a remportés dans la conduite des travaux de cette session. Enfin, je tiens également à rendre hommage à M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies, pour les efforts inlassables qu'il déploie afin de créer une atmosphère internationale plus favorable à la coopération internationale dans un monde où règneraient la sécurité, la justice et la paix.

Le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies donne à cette session un caractère distinct de celui des sessions précédentes. Les Nations Unies, au cours des 40 années de leur existence, ont connu de brillants succès mais ont échoué lamentablement dans d'autres domaines; ces échecs sont la conséquence de l'attitude négative de certains Etats, qui a conduit à l'affaiblissement du rôle de cette organisation. Néanmoins, il est indispensable de maintenir en vie l'Organisation des Nations Unies et de renforcer son rôle.

Par conséquent, la communauté internationale devrait saisir cette occasion historique pour étudier et définir les raisons qui ont empêché notre organisation internationale de mettre en oeuvre plusieurs de ses principes et de ses objectifs.

Il est devenu clair que le rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales s'est fortement affaibli, à cause des tensions et des conflits qui existent dans les relations entre les superpuissances.

En raison de la nécessité de maintenir en vie notre organisation internationale, d'une part, et du fait que son rôle est allé en s'affaiblissant au cours des dernières années, d'autre part, il conviendrait d'évaluer le rôle des Nations Unies, ses réalisations, et la mesure dans laquelle elles ont été à même de mettre en oeuvre les buts et les principes de la Charte.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

Nous, à Bahreïn, sommes fermement convaincus de l'importance du rôle des Nations Unies, et réaffirmons sans cesse qu'il convient de développer ses organes de façon à leur permettre de traiter des problèmes internationaux et de trouver les solutions appropriées à ces problèmes. Notre croyance repose sur la ferme conviction que tous les pays du monde adhèrent aux buts et aux principes contenus dans la Charte des Nations Unies, et qu'aucun Etat ou petit groupe d'Etats, quelles que puissent être ses ressources et ses capacités, ne peut tout seul traiter des graves problèmes auxquels le monde d'aujourd'hui doit faire face. Les problèmes de paix, de sécurité, de la course aux armements, de pauvreté, de famine, de pollution, de chômage et autres ne peuvent être résolus que grâce à des efforts collectifs. Le rôle des Nations Unies devrait par conséquent être renforcé et développé pour pouvoir faire face à ces problèmes.

Notre préoccupation à l'égard des Nations Unies ne devrait pas se borner uniquement à maintenir en vie cette organisation. Pour réussir à faire face aux actuels problèmes politiques, économiques et humains, cette importante organisation devrait être développée, et son efficacité et son pouvoir renforcés. Il est regrettable que des efforts collectifs n'aient pas été faits au cours des 40 dernières années en vue de développer les organes de cette organisation internationale, du fait de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, dont la conséquence a été l'affaiblissement du rôle des Nations Unies dans la solution des questions internationales.

En raison de la nature universelle et de la gravité des problèmes auxquels doit faire face l'humanité, nous faisons appel à la communauté internationale pour qu'elle intensifie ses efforts en vue de mettre en œuvre les buts et les principes des Nations Unies et de développer les pouvoirs de notre organisation, afin de lui permettre de traiter de ces problèmes internationaux.

La poursuite de la guerre froide entre les deux superpuissances a abouti à la création de blocs d'Etats, ce qui affaiblit la coopération internationale collective. Ces dernières années, une nouvelle tendance est apparue parmi certains Etats de faire porter le blâme aux Nations Unies pour le conflit entre les deux superpuissances et pour l'alignement de certains Etats du tiers monde sur l'une ou l'autre d'entre elles.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

La raison de la non-application des principes et des buts des Nations Unies est en premier lieu le refus de certaines grandes puissances de respecter leurs obligations aux termes de la Charte, et leur recours au droit de veto au Conseil de sécurité afin de promouvoir leurs propres intérêts et ceux des Etats qui leur sont alliés, au détriment des intérêts de la communauté mondiale dans son ensemble. Ce faisant, elles ne prennent pas en considération la perte de confiance qui en résulte dans la capacité de l'Organisation de mettre en oeuvre ses principes et ses résolutions.

A cet égard, Israël est le meilleur exemple en la matière. Depuis sa création en terre arabe de Palestine jusqu'à ce jour, il n'a pas cessé ses agressions contre le peuple de Palestine et les Etats arabes, la dernière en date étant la sauvage attaque qu'il a menée contre notre pays frère de Tunisie, au total mépris des résolutions des Nations Unies sur la question de Palestine et les problèmes du Moyen-Orient. Néanmoins, ni le Conseil de sécurité ni la communauté internationale n'ont été à même de mettre fin à ces agressions ou de lui imposer des sanctions prévues dans la Charte.

Les critiques à l'adresse des Nations Unies ne devraient pas nous faire oublier que l'ONU a cependant été à même, au cours des 40 dernières années, de remporter de nombreux succès. Dans le domaine de la décolonisation, les Nations Unies ont aidé de nombreux peuples du monde à acquérir leur indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 1514 (XV), du 14 décembre 1960. Au cours des 40 dernières années, des centaines de millions de personnes ont pu obtenir leur liberté et leur indépendance grâce au rôle efficace joué par les Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Par voie de conséquence, le nombre de Membres de cette organisation internationale est passé de 51 en 1945 à 159 aujourd'hui. Elle a ainsi atteint un de ses principaux objectifs, à savoir l'universalité.

L'Organisation a également obtenu des résultats réels en fournissant une aide technique par le truchement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de ses agences spécialisées. L'Organisation des Nations Unies consacre près de 2,6 milliards de dollars chaque année pour le développement économique. Dans les domaines humain et social, les Nations Unies fournissent une aide importante aux enfants du monde par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), tout particulièrement en Asie, en Afrique et en Amérique latine.



M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) essaie également de sauver la vie aux 40 000 enfants qui meurent chaque jour dans le monde. L'Assemblée générale a déjà adopté une résolution demandant la réduction du taux de mortalité infantile à 50 pour 1000 dans toutes les parties du monde au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans le domaine humanitaire, la Commission des Nations Unies pour les réfugiés accorde son aide à des dizaines de millions de réfugiés, outre l'aide humanitaire qu'elle apporte à des dizaines de millions de personnes en Afrique qui souffrent des ravages de la sécheresse.

Les Nations Unies encouragent également le respect des droits de l'homme. L'Assemblée générale a adopté en décembre 1948 la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Déclaration est devenue un document historique qui autorise la communauté internationale à veiller au respect des droits de l'homme dans toutes les parties du monde.

L'Organisation a aussi contribué à la codification et au développement du droit international. La Commission du droit international a été établie en 1947. Les Nations Unies ont obtenu de grands succès dans ce domaine en parrainant de nombreux traités multilatéraux traitant de sujets d'importance vitale tels que le règlement des différends par des moyens pacifiques, l'espace extra-atmosphérique, la santé, le commerce, le développement, les questions d'éducation, la liberté de la presse, le désarmement, l'environnement, les télécommunications et autres problèmes.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

Le succès le plus important des Nations Unies au cours de ces dernières années a probablement été la préparation de la Convention sur le droit de la mer. Les Etats Membres de l'Organisation ont pu, après de longs efforts qui se sont poursuivis pendant presque dix ans, parvenir à l'établissement d'une législation d'ensemble.

Les opérations de maintien de la paix menées par les Nations Unies se sont révélées le moyen le plus naturel de régler de nombreux différends internationaux découlant de conflits régionaux, notamment parce que le principe de la sécurité collective est devenu irréalisable, et ce du fait des différences existant entre les grandes puissances. La Charte a prévu des procédures bien déterminées pour le règlement des différends par des moyens pacifiques, et des mesures bien définies quant à l'utilisation de la force armée collective contre tout Etat ou tous Etats agresseurs. La tension actuelle dans les relations internationales a cependant rendu plus difficile la mission du Conseil de sécurité, qui est d'assurer l'application des dispositions de la Charte pour prévenir l'agression ou décourager l'agresseur.

Il était donc nécessaire de trouver de nouveaux moyens compatibles avec les objectifs de la Charte. C'est pour cela que l'on a songé à la formation de forces de maintien de la paix qui sont intervenues, avec plus au moins de succès, en Indonésie, en Palestine, au Cachemire, en Corée, au Congo, à Chypre, au Sinaï, dans les hauteurs du Golan, au Sud-Liban et dans d'autres régions qui connaissent des conflits et troubles sérieux. Bien que de telles opérations se soient révélées importantes pour maintenir la paix et la sécurité dans ces foyers de tension, les Nations Unies n'ont pu régler nombre de conflits et différends internationaux du fait de leur inaptitude, dans une large mesure, à faire exécuter leurs décisions. La Charte a donné au Conseil de sécurité le pouvoir d'exécution nécessaire au maintien de la paix internationale. En conséquence, il est difficile de mener à bien la tâche de maintien de la paix et de la sécurité dans toutes les parties du monde si les grandes puissances ne règlent leurs différends chroniques ou, du moins, si elles ne tentent d'établir entre elles des relations de travail constructives.

L'expérience des 40 dernières années a clairement montré que le Conseil de sécurité, auquel est confiée la tâche de maintenir la paix et la sécurité, n'a pu régler de graves différends politiques internationaux en raison des conflits

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

d'intérêts qui existent entre ses membres permanents; en effet, certains d'entre eux se rangent ouvertement aux côtés de ceux qui violent les principes de la Charte. Ainsi, des différends importants, telles les questions de Palestine, de Namibie, de la discrimination raciale et de l'Afghanistan n'ont toujours pas été réglées.

Par souci de comparaison historique, nous pouvons rappeler que plusieurs différends politiques avaient été soumis à la Société des Nations après sa création en 1920. La Société des Nations avait trouvé des solutions à certains de ces différends, mais elle avait échoué pour les plus importants d'entre eux. En fin de compte, la Société des Nations s'est effondrée en tant qu'organisme international, et la seconde guerre mondiale a entraîné le monde sur la voie de la violence, du désordre et de l'instabilité.

Renouvelons donc à présent notre résolution de renforcer le rôle des Nations Unies de façon qu'elles puissent demeurer une importante instance de dialogue et de compréhension entre les peuples et les nations et qu'elles fournissent un cadre solide à la coopération et au règlement des différends, au maintien de la paix et de la sécurité internationales et qu'elles permettent d'épargner aux générations futures les ravages d'une nouvelle guerre.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq est entrée dans sa sixième année. Le danger qu'elle représente et sa portée sont tels qu'elle met en péril la navigation dans l'ensemble de la région du Golfe. Les navires commerciaux ont été attaqués en dehors de la zone des opérations militaires, quoiqu'ils appartiennent à des Etats qui ne sont pas parties au différend. Le Conseil de sécurité a adopté les résolutions 540 (1983) et 552 (1984), qui réaffirment la liberté de navigation dans cette région essentielle du monde. Elles exigent de tous les Etats qu'ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait entraver la liberté de navigation dans le Golfe à destination ou au départ des ports des Etats qui ne sont pas parties au différend.

Un tournant décisif et inquiétant est intervenu dans cette guerre lorsque l'Iran a commencé à arrêter les navires commerciaux appartenant à des Etats non parties au différend et à les retenir dans ses ports. De tels actes accroissent les risques de guerre, menacent la navigation internationale et sapent les relations de bon voisinage.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

La guerre entre l'Iran et l'Iraq est devenue, sans aucun doute, une source de préoccupation et d'instabilité dans toute la région du Golfe. Mus par la nécessité de la coexistence pacifique entre tous les Etats de la région et du règlement des différends par des moyens pacifiques, les pays membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe ont déployé d'inlassables efforts pour régler le différend entre les Etats voisins que sont l'Iran et l'Iraq et ont demandé aux deux Etats belligérants de suivre la voie de la logique et de la justice et d'accepter leur propre médiation ou celle des Nations Unies, du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de la Conférence islamique ou autres.

Il convient de noter que l'Iraq a répondu à toutes ces initiatives en vue de régler ce différend de façon pacifique et par la négociation. Mus par le désir de sauvegarder la sécurité, la paix et la stabilité des peuples dans ces deux pays, nous espérons sincèrement que l'Iran donnera suite aux initiatives de paix et aux médiations, afin que les pays de cette région puissent à nouveau jouir de la paix.

La communauté internationale doit prendre des mesures en vue de circonscrire cette guerre destructrice et d'y mettre fin de façon pacifique. Elle ne peut plus méconnaître cette guerre dangereuse qui a commencé à menacer la paix et la sécurité de la région du Golfe dans son ensemble et par là-même a mis en danger les intérêts d'autres Etats qui se trouvent pourtant très éloignés de la région.

La question de Palestine est l'un des problèmes chroniques dont doivent traiter les Nations Unies depuis que la Grande-Bretagne, en raison de son inaptitude à la résoudre, l'a soumise à l'Assemblée générale. L'Assemblée générale a adopté en 1947 la résolution de partage bien connue, à la rédaction et à l'adoption de laquelle certains Etats occidentaux et d'autres Etats du bloc oriental avaient efficacement contribué. C'est au titre de cette résolution que l'entité sioniste a été créée sur la terre arabe de Palestine.

Depuis lors, Israël a poursuivi sa politique expansionniste. Il occupe encore toute la terre de Palestine, en vue d'y édifier de façon illégale des colonies de peuplement sionistes. Il attaque constamment les Etats arabes voisins et occupe par la force leurs territoires, comme cela s'est produit en 1982 lorsque ses forces ont attaqué le Liban. Il continue à soumettre les habitants arabes à toutes sortes d'injustices qui vont du meurtre à l'expulsion de leurs foyers, et il applique à leur rencontre les mêmes mesures racistes et terroristes que celles auxquelles a recours le gouvernement de Pretoria contre le peuple sud-africain.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

L'échec du Conseil de sécurité, lorsqu'il s'agit de faire appliquer ses décisions, a encouragé Israël à persister dans son défi. Israël continue d'attaquer tout Etat arabe quel qu'il soit et viole l'intégrité de son territoire ou de son espace aérien. En juin 1981, ses aéronefs ont attaqué le réacteur nucléaire iraquien construit à des fins pacifiques. La semaine dernière, Israël a lancé un raid aérien contre le pays frère de Tunisie et a infligé de lourdes pertes humaines et matérielles à sa population civile.

Cette attaque criminelle est un acte de terrorisme flagrant et une grave violation de la souveraineté et de la sécurité d'un Etat Membre de cette organisation internationale. Cet acte reflète une indifférence totale à l'égard de tous les principes et buts préconisés par la Charte et par le droit international. Nous demandons à la communauté internationale de condamner cette agression criminelle perpétrée par une entité qui prétend être un Etat respectueux des lois internationales, alors qu'en fait il n'en est rien.

Le Conseil de sécurité n'a pu adopter de résolutions en vue d'empêcher ou de faire cesser les agressions renouvelées d'Israël, ou de donner suite aux décisions positives adoptées en vue de réaffirmer l'illégalité de l'annexion du territoire arabe, et ce à cause de l'appui des Etats-Unis à Israël et de leur recours constant au droit de veto contre toute proposition destinée à condamner ou à châtier Israël pour ses pratiques criminelles qui sont contraires au droit international. Cette organisation ne pourra recouvrer son prestige tant que l'on ne respectera pas dûment ses résolutions.

En dépit de l'arrogance d'Israël et de ses agressions constantes, les Arabes ont prouvé au monde qu'ils souhaitent la paix. Ils ont dénoncé les allégations frauduleuses d'Israël lorsqu'ils ont proposé le plan de Fès pour la paix au Moyen-Orient. C'est un plan positif, qui a été rejeté par Israël. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, a répondu aux initiatives concernant une solution pacifique en participant à une délégation mixte jordano-palestinienne pour instaurer un dialogue avec les Etats-Unis et préparer une conférence internationale dans le but de résoudre la question palestinienne de façon pacifique.

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

Quiconque lit les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité constatera qu'elles reposent sur un ferme principe de paix sur la terre. Toutes les initiatives de paix à cet égard reposent sur ce principe. Ainsi, nous voyons que la nation arabe s'oriente sur la voie de la paix, alors qu'Israël fait obstacle à ce processus. Israël ne veut pas la paix. Il préfère occuper les territoires arabes plutôt que d'instaurer une paix juste et durable dans la région.

L'Assemblée générale examine depuis 1946 la question de la discrimination raciale. Il est déplorable que la communauté internationale n'ait pas pu jusqu'à présent mettre un terme aux pratiques inhumaines de la minorité blanche contre le peuple sud-africain.

La question de la discrimination raciale a connu de nombreux développements au niveau international, dont le plus important a été la résolution du Conseil de sécurité du 4 novembre 1977, qui a rendu obligatoire l'embargo jusqu'à présent volontaire sur les ventes d'armements à destination de l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte. Le gouvernement raciste de Pretoria cherche à réduire la pression internationale en introduisant des réformes de pure forme qui ne s'attaquent pas à la politique de discrimination raciale elle-même en Afrique du Sud. La communauté internationale ne s'est pas laissé leurrer par cette mesure. Elle a réaffirmé la conviction de la majorité noire selon laquelle la poursuite de la lutte contre cette politique abhorrée est la seule voie pour recouvrer la liberté et se débarrasser de la politique de discrimination raciale. Les soulèvements massifs qui ont lieu actuellement dans de nombreuses régions de l'Afrique du Sud confirment cette conclusion qui s'est fermement consolidée au cours des années.

Nous demandons à la communauté internationale d'appuyer la lutte du peuple sud-africain et nous prions instamment le Conseil de sécurité, en particulier les membres permanents, de s'acquitter de leurs obligations et d'imposer des sanctions économiques et un boycottage total au gouvernement de Pretoria afin de le contraindre à abandonner sa politique de discrimination raciale.

En ce qui concerne la Namibie, le Gouvernement sud-africain continue à ne tenir aucun compte de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité qui demande l'indépendance de la Namibie sous les auspices de l'ONU. Je tiens ici à joindre ma voix à celle de la majorité des Etats Membres de cette organisation pour réaffirmer

M. Mubarak Al-Khalifa (Bahreïn)

que les élections et les mesures locales imposées par le Gouvernement sud-africain en Namibie sont illégales et contraires à toutes les résolutions des Nations Unies.

Depuis 1979, époque à laquelle les forces soviétiques ont attaqué ce pays et l'ont occupé contre la volonté de son peuple, la question de l'Afghanistan occupe l'attention de la communauté internationale. Les forces soviétiques doivent se retirer d'Afghanistan, conformément aux résolutions adoptées à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies, afin que le peuple afghan puisse recouvrer sa liberté et choisir le système de gouvernement qui lui convient à l'abri de toute tutelle et de toute menace, et reprendre la politique de non-alignement qu'il a lui-même choisie. Nous souhaitons vivement que les négociations qui sont menées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies entre le Pakistan et l'Afghanistan dans la recherche d'une solution à ce différend soient pleinement couronnées de succès.

En ce qui concerne la question de Chypre, nous saluons les tentatives du Secrétaire général des Nations Unies tendant à créer une atmosphère favorable à une solution juste, durable et pacifique acceptable par les deux parties.

Pour ce qui est de la Corée, nous appuyons les négociations menées par les deux parties sous les auspices de la Croix-Rouge pour la réunification de la Corée, afin que le peuple coréen puisse réaliser son aspiration à une vie heureuse et prospère.

Au moment où nous passons en revue les activités de notre organisation au cours des 40 dernières années, nous espérons qu'aucun effort ne sera épargné pour renforcer cette organisation internationale. J'ai l'honneur de déclarer du haut de cette tribune que l'Etat de Bahraïn est pleinement disposé et résolu à agir de concert avec les autres Membres épris de paix pour mettre en oeuvre les objectifs de la Charte. Nous espérons sincèrement que la présente session historique adoptera les résolutions qui s'imposent pour résoudre les problèmes internationaux auxquels doit faire face l'humanité, et qui auront les effets les plus désastreux si la communauté internationale ne s'unit pas pour agir. Il devient impérieux, pour la survie de la race humaine, d'agir sérieusement et sincèrement pour édifier, à l'intention des générations futures, une communauté humaine au sein de laquelle règnent la paix, la justice et le bien-être.

M. VEGA IMBERT (République dominicaine) (interprétation de l'espagnol) :

Cette Assemblée générale revêt un caractère tout particulier en raison de sa signification historique importante. La communauté internationale a exprimé l'espoir que l'année 1985, année commémorative du quarantième anniversaire des Nations Unies, soit le début d'une ère de paix et de justice durable dans le monde entier, de développement social et économique, ainsi que de progrès et d'indépendance pour tous les peuples de la planète.

Etant donné l'importance considérable qu'auront pour l'avenir de notre organisation les travaux de cette session, votre élection, Monsieur le Président, ne pouvait être plus opportune ni plus appropriée, en raison de la grande expérience que vous avez acquise au cours de nombreuses années aux Nations Unies et de votre profonde compréhension du rôle que doit jouer l'Organisation dans l'édification d'un monde meilleur.

Par ailleurs, votre élection constitue une reconnaissance du rôle extraordinaire joué par l'Espagne dans l'évolution de la culture mondiale et son apport indéniable à la création des normes et des principes qui régissent la conduite des Nations Unies dans leurs relations mutuelles. Votre élection constitue également une grande marque de sympathie envers le noble peuple espagnol qui connaît actuellement une de ses heures les plus brillantes, fruit de ses décisions indéfectibles de vivre sous un régime où règne la démocratie et la justice. Cette session spéciale ne pouvait donc débiter sous de meilleurs auspices.

Je saisis également cette occasion pour exprimer ma sincère reconnaissance à votre prédécesseur, l'ambassadeur de la Zambie, M. Paul John Firmino Lusaka, pour le travail considérable qu'il a réalisé et le dévouement constant dont il a fait preuve et pour sa foi en l'avenir de l'Organisation, grâce auxquels il a pu mener les travaux préparatoires à la commémoration du quarantième anniversaire des Nations Unies.

Je suis heureux de saisir cette occasion pour rendre hommage au dévouement et au zèle avec lesquels notre Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, s'acquitte de ses hautes fonctions. Sa confiance en cette organisation et ses idées pour la revitaliser grâce à la coopération de tous les Etats Membres nous obligent à suivre ses orientations qui sont aussi sages que sincères.



M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Je ne saurais aller plus avant sans exprimer la douleur profonde que nous avons éprouvée en République dominicaine à l'occasion de la tragédie qui a affecté le Mexique, pays auquel nous sommes profondément liés. Nous renouvelons l'appel lancé par l'Assemblée générale à la communauté internationale pour que soit maintenu avec les sinistrés un courant de coopération et d'entraide.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Le Gouvernement et le peuple dominicains renouvellent leur ferme appui aux buts et principes qui, il y a 40 ans, ont donné lieu à la création des Nations Unies. La République dominicaine a eu l'honneur d'être présente avec d'autres pays d'Amérique latine à San Francisco lorsque la Charte de cette organisation internationale a été signée.

Je renouvelle l'attachement indéfectible de mon pays au principe consacré dans la Charte et concernant le respect de l'autodétermination des peuples et notre condamnation de toute atteinte à la souveraineté des Etats, sous quelque forme qu'elle se produise. La République dominicaine est l'une des démocraties qui cherchent le plus à éviter la violation de ces principes, dont la force est l'un des principaux objectifs de cette organisation mondiale.

A l'occasion de la commémoration du quarantième anniversaire des Nations Unies, les Etats Membres ont le devoir de réfléchir sur l'efficacité de l'Organisation, conscients de ce que son succès ou son échec retombe sur nous. C'est une responsabilité que doivent assumer tous les Etats Membres, afin de décharger ainsi l'Organisation des Nations Unies d'un blâme qu'elle n'a pas à assumer.

Il convient également que les Etats Membres réaffirment leur volonté d'unir leurs efforts en vue de faire face aux problèmes sérieux que connaît un monde de plus en plus interdépendant dans lequel la vocation unitaire du genre humain ne fait que s'accroître et devenir de plus en plus nécessaire.

Nous appuyons ce qu'a dit le Secrétaire général dans son rapport annuel lorsqu'il indique sa préoccupation fondamentale devant la menace que fait peser sur l'avenir la guerre nucléaire, dont les risques exigent l'action efficace des Nations Unies et la volonté politique des Etats Membres de respecter les résolutions et décisions de l'Organisation mondiale.

En conséquence, les pays en développement à la présente session de l'Assemblée sont plus décidés que jamais à dénoncer les conséquences dévastatrices de la course aux armements et de ses dépenses exorbitantes sur notre croissance économique et notre paix sociale. Le Secrétaire général dans le discours qu'il a prononcé lors de sa récente visite officielle dans mon pays a exprimé le vœu que l'Organisation des Nations Unies pousse un cri d'alarme contre l'accumulation des armements qui non seulement augmente les tensions internationales mais aggrave et prolonge davantage le sous-développement.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Parmi les conflits qui compromettent la paix et à la sécurité internationales, nous sommes tout particulièrement préoccupés par le conflit de l'Amérique centrale. Nous sommes un pays latino-américain qui se trouve à courte distance du tourbillon même de ce conflit. Les luttes et les tensions qui existent dans cette région sont des luttes et des tensions entre peuples frères.

Dès le début, le Gouvernement actuel de la République dominicaine a exprimé avec fermeté et clarté que ce grave conflit ne peut être réglé que grâce à une solution pacifique négociée.

Voilà pourquoi le Gouvernement dominicain a toujours accordé son appui inébranlable aux efforts de paix du Groupe de Contadora, qui cherche à trouver une solution latino-américaine à une crise dont l'origine remonte au problème séculaire du sous-développement et de l'injustice sociale qui existent dans cette région.

Comme nous l'avons déjà dit, à plusieurs reprises, c'est grâce aux vastes efforts du Groupe de Contadora qu'on a pu éviter un conflit généralisé qui aurait mis en danger la paix et la sécurité de la région et dont les graves répercussions auraient affecté probablement toute la communauté internationale.

Il est donc nécessaire, à l'heure actuelle, de faire un effort ultime afin d'amener les pays d'Amérique centrale à adhérer rapidement à l'Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, qui est fondé sur l'un des grands succès diplomatiques de Contadora, à savoir le document d'objectifs qu'ont adopté les pays d'Amérique centrale en septembre 1983.

Dans le cadre de la crise en Amérique centrale, il convient de dire avec insistance, comme nous l'avons fait, que cette crise est étroitement liée aux graves problèmes sociaux et économiques de cette région. Néanmoins, nous partageons pleinement les observations faites il y a quelques jours, du haut de cette tribune, par notre cher ami, le Ministre mexicain des affaires étrangères, Bernardo Sepulveda Amor, qui disait entre autres,

"... Nous savons également fort bien que le conflit relève de considérations géopolitiques touchant les zones d'influence et l'équilibre stratégique. Nous ne pouvons pas non plus ignorer que toute solution pacifique dépend au premier chef de la suspension des ingérences étrangères dans l'isthme." (A/40/PV.8, p. 28)

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

C'est pourquoi la République dominicaine a toujours estimé que le Groupe de Contadora, dans ses efforts de paix, devait disposer d'un appui solidaire et actif de tous les pays latino-américains, notamment les démocraties, et c'est pour cela que notre gouvernement a été le premier à réagir d'une manière positive, tranchante et vigoureuse à la création récente d'un groupe d'appui de Contadora composé des pays sud-américains.

En outre, et dans le même ordre d'idées, nous avons toujours affirmé avec netteté et fermeté qu'il était nécessaire que les Etats-Unis et Cuba appuient entièrement l'Acte pour la paix de Contadora parce que cela est essentiel à sa mise en oeuvre efficace.

Par ailleurs, nous suivons avec beaucoup d'intérêt et une grande préoccupation l'évolution d'autres conflits dans le monde, où l'on porte atteinte aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies relatifs au respect de l'indépendance nationale, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale des Etats, de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la non-utilisation de la menace ou de l'emploi de la force, en même temps que l'on porte atteinte au droit des peuples à l'autodétermination par l'occupation étrangère ou la domination coloniale.

Nous défendons fermement le principe selon lequel il n'existe aucun conflit ou différend international qui ne puisse être réglé sur la base du dialogue et de la négociation entre les parties directement intéressées; en d'autres termes, au moyen d'un règlement pacifique et politique.

Dans le cadre des principes déjà mentionnés, on pourrait trouver les bases d'une solution rapide aux problèmes que connaissent plusieurs régions du monde, telles que le Moyen-Orient, le Kampuchea, la Corée, Chypre et l'Afghanistan, entre autres, et sur lesquels nous avons exposé des principes très clairs et très fermes par le passé.

Je tiens tout particulièrement à rappeler la position inébranlable du Gouvernement dominicain, à savoir que, pour parvenir à une paix durable au Moyen-Orient, il faut que toutes les parties au conflit participent au processus de négociation.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination ainsi que son droit à la création d'un Etat en territoire palestinien, sans que cela porte atteinte, en ce qui concerne l'Etat d'Israël, aux dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité relative au droit de tous les pays de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Il importe de dire combien nous sommes satisfaits des efforts inlassables faits par d'autres pays de la région qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit en vue d'appuyer les démarches faites pour parvenir à une solution pacifique du conflit; cela dit, nous espérons qu'à l'intérieur même de la région nous pourrions assister à des initiatives de paix qui recevront l'appui de la communauté internationale.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

La République dominicaine s'associe à l'appel si souvent lancé dans cette enceinte pour la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban ainsi que pour le retrait immédiat de toutes les forces étrangères de son territoire.

En outre, la République dominicaine se félicite des progrès accomplis ces derniers mois dans les pourparlers entre la Corée du Sud et la Corée du Nord dans les domaines de la coopération économique bilatérale et des échanges culturels.

Nous sommes heureux de constater que, grâce au dialogue, aux négociations et à l'entente mutuelle, un règlement satisfaisant pourrait être trouvé au problème de la Corée.

De même, nous appuyons vigoureusement les justes revendications de l'Argentine à propos de sa souveraineté sur les îles Malvinas et nous espérons que les pourparlers reprendront entre l'Argentine et le Royaume-Uni en vue de trouver une solution pacifique et amicale à ce problème.

Chaque année, la République dominicaine réaffirme sa vive condamnation de la pratique odieuse de l'apartheid. A cet égard, nous sommes vivement préoccupés par l'aggravation et la détérioration sans cesse croissante de la situation en Afrique où la politique absurde de l'apartheid provoque des souffrances humaines inqualifiables, des arrestations massives et arbitraires et des déplacements forcés d'une grande partie de la population. Nous nous associons à l'appel international unanime en faveur de la remise en liberté immédiate de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques.

Nous tenons également à réaffirmer notre plein appui à la lutte héroïque du peuple namibien pour son autodétermination et son indépendance et notre position constante en ce qui concerne la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, à savoir que cette résolution demeure la seule base acceptable pour un règlement pacifique du conflit namibien.

La grave crise de l'économie mondiale persiste. D'une manière générale, les taux de croissance n'atteignent même pas ceux des années 70. La reprise tant espérée dans les pays industrialisés n'a pu répondre aux espoirs que cela avait éveillé. De même, la reprise limitée n'a pas eu de conséquences significatives sur les exportations du tiers monde et la concentration de la croissance économique mondiale dans les pays industrialisés se poursuit.

Le taux de chômage dans les pays en développement atteint un niveau inquiétant. En cette année de la jeunesse, des millions de jeunes vont rejoindre les rangs de ceux qui cherchent désespérément un travail sans espoir de l'obtenir.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Comme je l'ai déjà dit, la reprise des principales économies industrialisées n'a pas eu d'effet bénéfique sur les pays du tiers monde. Les mesures protectionnistes rigoureuses en période de dépression transforment les marchés des pays développés en forteresses imprenables, en violation des accords internationaux.

Au cours des 10 dernières années, le prix des produits d'exportation du tiers monde se sont effondrés et ont atteint des niveaux insoutenables qui réduisent à néant le programme le plus optimiste d'ajustement et de reprise économique.

En ce qui concerne le commerce international, les nombreuses réunions au sein du GATT n'ont pu répondre aux aspirations des pays en développement en faveur de l'élimination progressive des limitations imposées à leurs produits d'exportation.

Bien au contraire, à la suite de la réunion ministérielle du GATT de novembre 1982, les nations industrialisées ont imposé de plus grandes réductions, au mépris de leurs engagements et des règles et principes de l'Accord général.

L'année dernière ici même, j'avais rappelé l'importance du sucre pour la République dominicaine, en tant que principale source de devises étrangères et j'avais en même temps fait allusion à la réduction de 20 p. 100 imposée par les Etats-Unis sur les contingents des pays producteurs.

Ces derniers jours, le contingent d'exportation de mon pays vers les Etats-Unis a encore été réduit, en réponse aux pressions de producteurs très protégés. Ces réductions supprimaient dans une très grande mesure les effets bénéfiques des programmes d'aide que cette nation accorde à notre peuple.

Mais, chose plus grave encore pour notre sucre, c'est la poursuite de la politique de subvention pratiquée par la Communauté économique européenne (CEE) en faveur de ses producteurs qui baissent de manière significative les prix sur le marché international.

On va entamer une nouvelle série de négociations au sein du GATT, et l'on va chercher à résoudre des questions importantes pour les pays en développement, telles que les produits tropicaux, les restrictions quantitatives, les textiles et les subventions pour les produits agricoles. Nous estimons que l'application progressive des conventions générales du GATT et des engagements pris précédemment constitue un point de départ pour traiter de nouvelles questions à l'initiative de pays qui, traditionnellement, ne tiennent aucun compte des dispositions du GATT. Le problème de la dette constitue aujourd'hui le plus grand défi auquel les pays d'Amérique latine aient à faire face. En effet, l'énorme dette de nos pays,

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

qui atteint 370 milliards de dollars, constitue un problème d'une telle ampleur que ceux qui exigent l'application de politiques économiques traditionnelles pour récupérer leurs prêts ne peuvent en faire abstraction.

L'Amérique latine consacre plus de 35 p. 100 de ses exportations annuelles au paiement des intérêts de sa dette extérieure. Le paiement de la dette est rendu de plus en plus difficile à cause du peu de possibilités que nous avons d'augmenter de manière significative les exportations. Une région ne peut se développer en exportant les capitaux alors qu'elle en a besoin.

Les pays en développement ne s'opposent pas aux programmes d'ajustement en soi. Notre tort est de signaler que d'habitude les programmes de stabilisation, notamment ceux du Fonds monétaire international (FMI), n'éliminent pas le déséquilibre structurel et dans la pratique cela conduit à des coûts sociaux plus importants et à des pressions politiques plus fortes.

De plus, l'augmentation du taux d'inflation, les problèmes du taux de change et la baisse du niveau de vie de nos peuples, éléments présents dans un programme d'ajustement typique, ne sont même pas compensés par un courant approprié de ressources extérieures. De même, bien que le Fonds monétaire international exerce un contrôle sévère sur les programmes d'ajustement, cet organisme ne tient pas compte du tort causé à notre secteur extérieur par les politiques protectionnistes et déficitaires de certains pays industrialisés. D'une manière générale, il y a divergence entre les objectifs du Fonds monétaire international et les politiques de développement du tiers monde. Très souvent, l'obligation d'atteindre certains objectifs conduit à l'augmentation du chômage et à la réduction de la demande interne, lésant ainsi le système de production et financier.



M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Le président dominicain, M. Salvador Jorge Blanco, dans un discours prononcé lors de la réunion ministérielle du Consensus de Carthagène, qui s'est tenue en février de cette année, a déclaré ce qui suit :

"Il est essentiel que la dette soit payée, non pas au prix d'un plus grand appauvrissement de nos peuples, mais plutôt grâce au développement de leurs possibilités économiques. Cela sous-entend la coopération active des pays industrialisés et des organismes internationaux pour élever, grâce à leur appui financier et technique, le pouvoir d'achat et la productivité de la population de la région, de sorte que l'augmentation de la productivité et l'amélioration des prix servent à annuler en partie les obligations extérieures qui ont été contractées, tout en améliorant les conditions de vie de la région. Cela constituerait une base ferme pour la stabilité et le renforcement du système financier international."

En dépit de ce que je viens de dire, notre pays, sous la juste direction du président Salvador Jorge Blanco, a pu faire honneur, au prix de grands sacrifices et en surmontant d'énormes obstacles, à ses engagements auprès du Fonds monétaire international et de la Banque internationale privée.

Les évaluations les plus récentes de la situation économique internationale indiquent que la reprise espérée n'a pas assuré un taux de croissance soutenu du produit global de notre région. Face à ces résultats, la nécessité d'un dialogue politique entre créanciers et débiteurs, en tant que mécanisme permettant de trouver des solutions de caractère général au problème de la dette extérieure, se fait de plus en plus sentir.

Cette approche du problème constitue l'élément fondamental du Consensus de Carthagène, qui unifie les efforts - au niveau des ministres des affaires étrangères et des finances de 11 pays de la région - vigoureusement appuyés par les chefs d'Etat de leurs pays. Les déclarations émanant de porte-parole qualifiés de la région, de même que les démarches adoptées récemment en cette instance par les présidents du Brésil, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela, reflètent la nécessité du dialogue politique en faveur duquel nous militons.

Il ne fait aucun doute que le Consensus de Carthagène, en tant que groupe d'action concertée, a contribué dans une grande mesure à renforcer la vocation de solidarité latino-américaine et a eu des effets favorables aux processus de reprogrammation de la dette extérieure de nos pays.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Il conviendrait de parler ici d'un concept que le groupe des pays du Consensus de Carthagène a systématiquement rejeté : la formation d'un prétendu club des débiteurs. Nous nous sommes opposés à ce concept, qui a toujours été considéré comme équivalant à une négociation globale et collective de la dette extérieure de l'Amérique latine. Néanmoins, il convient de militer en faveur de l'institutionnalisation d'un ensemble de principes et de paramètres communs qui puissent servir de cadre de référence et contribuer au succès des négociations individuelles de chaque pays.

Parmi ces principes et paramètres, il faut souligner ceux qui ont déjà été établis par le Groupe de Carthagène pour que soient octroyées à tous les pays les conditions les plus favorables obtenues par un pays dans le cadre de ses relations individuelles. Il est extrêmement important également d'établir un rapport ou un plafond entre les recettes d'exportation et le courant de nouveaux capitaux et le service de la dette extérieure. Tout cela pour garantir un paiement des engagements externes qui soit en rapport avec l'amélioration de la croissance économique de la région.

Par ailleurs, il faut reconnaître que l'effort réalisé à Carthagène, qui a abouti à des propositions nécessaires et raisonnables, a contribué dans une grande mesure à une prise de conscience de plus en plus grande de la part de toute la communauté internationale, qui s'est reflétée jusque dans les déclarations de personnalités politiques de pays industrialisés et dans les propositions concrètes qui commencent à s'ébaucher dans ces pays. Ces propositions, si elles étaient rapidement suivies d'effet, pourraient contribuer sinon à résoudre le grave problème de la dette dans sa totalité, du moins à déclencher des processus correctifs efficaces dans la recherche d'une solution.

A cet égard, nous concentrons notre attention sur les résultats qui pourraient découler aussi bien de la réunion qui se tient actuellement à Séoul que de la prochaine série de négociations qui doit avoir lieu dans le cadre du GATT.

La réalité écrasante du problème de la dette et ses conséquences sont d'une telle ampleur qu'il est intéressant et encourageant de voir que des personnalités aussi influentes et en même temps aussi dissemblables que celles de Henry Kissinger et de Fidel Castro, sont d'accord pour reconnaître l'impérieuse nécessité de trouver une solution à ce grave problème, chacune bien sûr selon ses propres méthodes et propositions.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

En dépit des sombres perspectives que j'ai évoquées, les nations du tiers monde s'efforcent de relever le défi que leur impose la crise économique actuelle. Cela est confirmé par l'essor de la coopération Sud-Sud encouragée par le Groupe des 77, le Mouvement des pays non alignés et la participation active des pays en développement de la CNUCED, de l'ONUDI et autres instances à caractère économique où se déroulent des négociations. Dans le cadre de ces efforts, les pays du tiers monde ont pris des initiatives comme les Programmes d'Arusha et de Caracas, encouragé des programmes de coopération au sein des Nations Unies et favorisé la création d'institutions spécialisées en vue d'examiner les problèmes qui affectent tout particulièrement les pays du tiers monde.

En particulier, l'Amérique latine et les Caraïbes, conformément à leur volonté de dialogue et de concertation, ont créé de nombreux mécanismes d'intégration et de coopération régionale et sous-régionale. Parmi ces mécanismes, figure au premier rang le Système économique latino-américain (SELA), créé en 1975 en tant qu'instrument régional chargé d'appliquer les directives économiques adoptées dans le cadre du Groupe des 77, le Mouvement des pays non alignés et les dispositions du nouvel ordre économique international.

Le SELA constitue à l'heure actuelle l'un des mécanismes de coopération les plus efficaces entre les pays du tiers monde. Lors du dixième anniversaire de la création du SELA, nous avons, au nom de la République dominicaine, accueilli toutes les initiatives prises au sein de cet organisme en faveur du renforcement des liens interrégionaux.

Par ailleurs, nous devons reconnaître la précieuse contribution fournie par le système des Nations Unies au succès des programmes de coopération qui ont été conçus en faveur des pays du monde en développement.

Il est certain que la décision de l'Assemblée générale de proclamer l'année 1985 Année internationale de la jeunesse a suscité un vigoureux mouvement à l'échelle mondiale qui a mis en relief l'importance que revêt la jeunesse dans l'édification de l'avenir de l'humanité. Il est nécessaire de pouvoir compter sur ce précieux secteur de la population si l'on veut créer les bases et les conditions d'une société internationale plus juste et plus équitable.

Inspiré par ces nobles objectifs, le Gouvernement dominicain a créé une commission nationale chargée de coordonner toutes les activités liées à la préparation et à la célébration de l'Année internationale de la jeunesse. Cette

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

commission a mené une campagne active sur tout le territoire national en vue de promouvoir le rôle de la jeunesse dans le processus du développement national et de la faire participer à l'examen et à la solution de nos problèmes les plus brûlants.

Le désir légitime de la communauté internationale de favoriser un programme d'action qui tendrait à garantir la sécurité économique et sociale des personnes âgées, tout en offrant à ces dernières une série de possibilités qui leur permettent de continuer à contribuer au développement de leurs pays respectifs est un élément également très important.

Par ailleurs, en vue de mettre en oeuvre efficacement le Plan international d'action sur le vieillissement adopté par l'Assemblée générale, la délégation de la République dominicaine estime qu'il conviendrait de créer un organisme similaire, sur le plan structurel, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance. En d'autres termes, il s'agirait de créer un programme des Nations Unies, financé au moyen de contributions volontaires, qui procurerait aux personnes âgées ce que le FISE procure aux enfants.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a montré à quel point cette organisation constitue le forum par excellence pour les grandes négociations internationales. Malgré les immenses intérêts en jeu et les profondes divergences quant aux critères existants, nous avons pu obtenir une convention qui a mérité un large appui.

Néanmoins, des tentatives sont menées pour affaiblir cette convention à l'aide de mesures tendant à appliquer ses dispositions de manière sélective, ce qui va à l'encontre de son objectif. Aussi cette assemblée devrait-elle lancer un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envisagent la possibilité de ratifier la Convention ou d'y adhérer le plus rapidement possible afin que le nouveau régime juridique relatif à l'utilisation de la mer et de ses ressources puisse entrer en vigueur rapidement.

L'année dernière, devant cette même assemblée, le Gouvernement dominicain a apporté son appui à la Déclaration de Quito contre le trafic des stupéfiants, conformément à son attachement au principe selon lequel il constitue un délit contre l'humanité. Compte tenu des problèmes qu'engendrent l'usage et le trafic illicites de drogues, nous nous félicitons de la proposition du Secrétaire général relative à la convocation d'une conférence mondiale pour analyser toutes les conséquences de cette grave question.

La communauté internationale doit s'attaquer à ce fléau de l'humanité sous tous ses aspects en raison des dommages matériels et spirituels qu'il entraîne pour nos sociétés, en particulier pour nos jeunes, ainsi que des conséquences imprévisibles sur l'objectif que nous nous sommes donné, l'objectif d'un monde meilleur.

Le Gouvernement dominicain, conscient des graves répercussions que représente le trafic des stupéfiants pour la vie nationale, a entrepris une vaste campagne pour combattre ces pratiques pernicieuses. Il y a quelques jours à peine, le Président de la République a fait savoir publiquement qu'une bande de trafiquants dans laquelle étaient impliqués des étrangers et des ressortissants dominicains avait été démantelée et emprisonnée.

La République dominicaine est également très préoccupée par les actes de terrorisme sur le plan international. A cet égard, le sort de la fille du Président d'El Salvador, M. Napoléon Duarte, nous préoccupe et nous espérons qu'elle pourra recouvrer sa liberté pour apaiser les inquiétudes de sa famille et éliminer les tensions que cela entraîne.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont toujours un élément essentiel de la politique du Gouvernement de la République dominicaine. Du fait de notre fidélité à ces principes, nous pouvons affirmer avec orgueil qu'en République dominicaine, ces droits sont respectés de façon indéniable.

Etant donné l'intérêt que nous portons à cette question, nous sommes tout à fait disposés à coopérer avec les Nations Unies et les institutions du système pour promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

La République dominicaine a depuis le début appuyé sans réserve la Décennie de la femme et a participé activement aux divers événements, y compris la dernière Conférence de Nairobi, pour évaluer les acquis de cette décennie. Nous partageons les préoccupations universelles à l'égard de la situation de la femme et de sa participation au développement.

Nous avons apporté tout notre appui aux activités de l'Institut international des Nations Unies pour la recherche et la formation en faveur de la promotion de la femme (INSTRAW) et nous nous félicitons de la qualité et de l'efficacité des travaux qui ont été réalisés. En accueillant le siège de cette entité, la République dominicaine montre son attachement à la Décennie des Nations Unies pour la femme. Nous lançons un appel à tous les pays pour qu'ils renforcent leur coopération avec l'Institut.

La présence au cours de cette session d'un nombre sans précédent de chefs d'Etat témoigne de façon évidente de la grande importance que les Etats Membres accordent aux relations internationales. Les Nations Unies constituent l'instance par excellence pour leur permettre d'exposer leur politique et de formuler collectivement des positions face à des situations à caractère politique ou économique, ainsi que de définir des stratégies communes de développement.

Etant donné que ces relations vont s'intensifiant, il appartiendra aux Nations Unies de les canaliser de la manière la plus efficace possible. Les Nations Unies devront orienter les négociations d'ensemble et devraient leur permettre d'aboutir à des résultats. Il appartient aux Nations Unies d'offrir l'appui nécessaire aux Etats Membres pour parvenir à l'indépendance économique, à la croissance et au développement des peuples et, chose plus importante, les Nations Unies doivent appuyer les efforts dans la lutte quotidienne pour un monde meilleur.

M. Vega Imbert (Rép. dominicaine)

Il convient, à cette occasion du quarantième anniversaire, de réfléchir aux graves problèmes et aux menaces qui pèsent sur le genre humain, y compris celle de sa disparition. De la même façon, il faut songer aux obstacles qui freinent l'instauration d'une véritable justice sociale entre les peuples. Mais dans cette lutte constante des hommes de bonne volonté en faveur d'un monde idéal de paix, de sécurité, de justice, de solidarité et de coopération, tel que le concevaient les fondateurs de cette organisation, nous devons reconnaître une fois de plus que les Nations Unies constituent l'instrument le plus approprié pour atteindre cet objectif suprême de l'humanité.

Forts de notre foi et de notre travail, nous parviendrons par l'entremise de cette organisation à léguer ce monde idéal à de nouvelles générations dont la préservation et la sécurité constituent notre plus grande obligation historique.

La séance est levée à 13 heures.